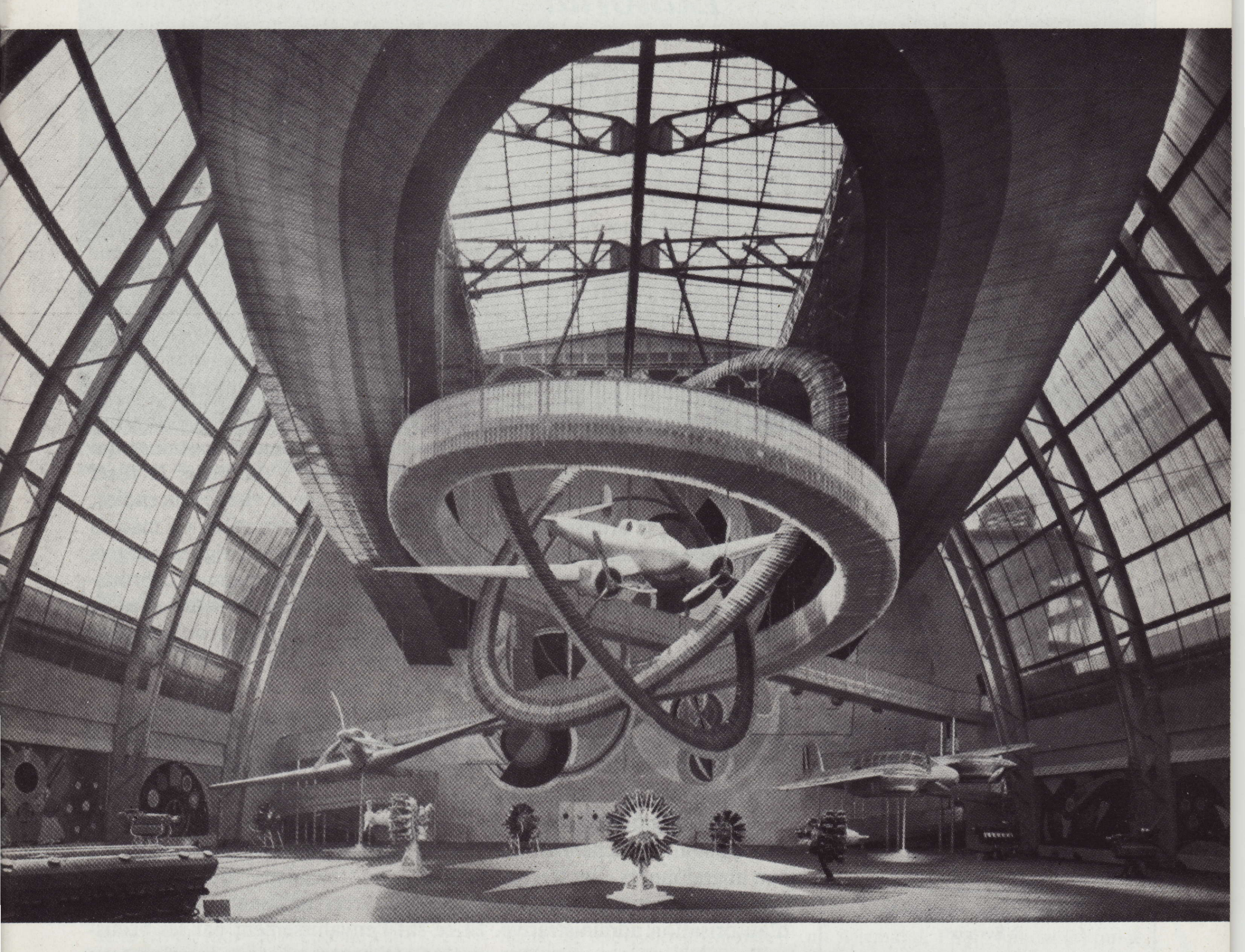
# GAVROCHE

REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE

LE NUMERO : 25 F

BIMESTRIEL N°35 — SEPTEMBRE-OCTOBRE 1987



GAVROCHE

Revue bimestrielle
d'histoire populaire

Numéro 35

septembre-octobre 1987

Publication des
**Editions Floréal**
BP 872
27008 Evreux cedex
Dépôt : 41, rue de la Harpe
tél. : 32.33.22.33

Directeur gérant :
Georges PELLETIER

Directeur de la publication :
Georges POTVIN

Avec la collaboration
pour ce numéro de
Jean-Jacques Ledos
Xavier Ryckelynck
Raymond Carré
Pierre Descamps
Thierry Maricourt
Georges Pelletier
Julien Papp

Commission paritaire : 64185
I.S.S.N. : 02.42-9705



Les articles publiés dans cette
revue sont résumés et indexés
dans HISTORICAL ABSTRACTS
and AMERICA : HISTORY
and LIFE

*Imprimé en France*

Composition :
Scoop Presse Normande
à Evreux

Impression :
27 Offset-Gauville

**COUVERTURE**
Le Palais de l'air, particulièrement réussi, dont la décoration est due pour partie à Robert Delaunay.



# Editorial

En ces jours d'automne, on aime à évoquer les souvenirs tout frais de l'été et des vacances, en oubliant vite les pluies intempestives ici, les tempêtes et les inondations ailleurs, les routes surchargées, les plages envahies, les forêts en flammes.

Cette année encore, des milliers d'hectares ont été dévorés par le feu sur la terre provençale, et des sapeurs pompiers ont été victimes de leur dévouement. Chaque été, dès que le soleil brille et que le vent se lève, les incendies de forêt se rallument dans les Alpes-Maritimes, le Var, les Bouches-du-Rhône, le Vaucluse. Et chacun de désigner *son* responsable : incendiaire volontaire, promeneur négligent (l'image classique du mégot mal éteint), terroriste, spéculateur...

Pourtant la terre provençale n'est pas aride. Partout il y a de l'eau sous la terre, et c'est ce que confirment les nombreuses fontaines qui agrémentent les bourgs méridionaux. La nature y est verte, la forêt aussi. Ce qui s'enflamme si facilement et propage si vite les incendies, c'est le taillis, la broussaille qui empêchent toute pénétration. Ce maquis a remplacé en beaucoup d'endroits les cultures ; olivers, vignes, vergers couvraient les pentes ensoleillées des collines : ils exigeaient un débroussaillage attentif pour y accéder. La présence dans les fourrés serrés de tant de ruines de cabanons et de bastidons plus ou moins écroulés témoigne de la vie qui naguère animait ces collines. Alors la forêt était habitée et les feux, peu fréquents, vite décelés et jugulés. Coupée de cultures, débroussaillée, exploitée jusque par les charbonniers qui ne craignaient pas d'y allumer leurs meules de charbon de bois. Dans les espaces boisés entourant les exploitations, les espèces indigènes se développaient harmonieusement.

Puis les cultures, peu rentables dans ces parcelles trop éloignées où l'on pouvait difficilement amener un matériel moderne, furent peu à peu abandonnées ; les terrains vendus à des "parisiens" qui souvent les laissèrent à l'état sauvage, faute de ressources suffisantes ou manque d'autorisation administrative. Et ce fut l'envahissement par les broussailles ; les espèces exogènes, moins résistantes au feu, gagnèrent au détriment des espèces indigènes.

Aussi trouve-t-on dans l'histoire populaire et dans la mémoire des vieux provençaux des réponses à un gros problème actuel. Ici l'écologie et la sociologie se mêlent comme souvent à l'histoire. Mais qui songe, sinon nous, amis lecteurs, à regarder vers le passé pour mieux vivre le présent ?

Ah ! un dernier mot : j'aime beaucoup la Provence...

**G. Potvin**



*Confirmation des accords de 1936. Georges Barret (CDC), René Barthélémy (CDC), Dr Bofinger (directeur de la radio en France), Dr Diels (Telefunken), autour du récepteur CDC 441 lignes (coll. Poinsignon)*

## Un épisode peu connu de l'occupation allemande

# LE "FERNSEHSENDER PARIS" (1943-1944)

A la fin de juin 1939, comme chaque année depuis qu'en 1936, des programmes réguliers ont été diffusés, le "Service de télévision" de Paris-PTT met en vacances le studio inauguré à la fin de 1935 au 107 de la rue de Grenelle. Il n'y aura pas de reprise à l'automne.

En juin 1940, la destruction de quelques lampes mettra hors d'usage l'émetteur de la tour Eiffel.

Le service TV de la BBC a interrompu ses émissions le 1er septembre 1939. Seule, la télévision allemande poursuit la diffusion de programmes jusqu'à ce qu'un bombardement détruise l'émetteur de Berlin-Witzleben à l'automne de 1943. Depuis le printemps de cette année-là, une autre télévision allemande fonctionne... à Paris. C'est le "Fernsehsender Paris" dont les studios ont été installés entre la rue de l'Université et la rue Cognacq-Jay.

L'Allemagne a quelques titres d'ancienneté à faire valoir dans le développement de la télévision. C'est un Allemand, Paul Nipkow (1) qui a déposé en 1884 le premier brevet qui décrit la transformation en signal électrique d'une image dont la brillance est analysée ligne par ligne au moyen d'un disque percé de trous percés en spirale. Ce procédé électromécanique redécouvert dans les années 1930 par l'Ecossais John Logie Baird a permis les premières reproductions (2) et bientôt les transmissions à distance. Ses limites techniques (définition et sensibilité médiocres, immobilité imposée à la



*Magic City rue de l'Université en 1942 (coll. Poinsignon)*

caméra par l'effet gyroscopique de rotation à grande vitesse du disque) (3), ne résisteront pas à l'analyse électronique dont la mise au point a été menée aux Etats-Unis par un Russe émigré Wladimir Zworykin (4), ainsi que par Farnsworth dont le tube "dissector" a été conjointement utilisé par l'iconoscope en prise de vues directes et en télécinéma.

La première utilisation en grandeur nature des caméras "électroniques" a pour cadre les Jeux olympiques de Berlin en 1936.

A la même époque, les bases d'une coopération dans les recherche avaient été établies entre la "Compagnie des Compteurs" (CDC) à Montrouge, la Telefunken AG, RCA et la compagnie Baird. Les chercheurs de ces trois sociétés, respectivement René Barthélémy, prof. Fritz Schroeter et Wladimir Zworykin avaient ensuite élaboré un programme décennal à partir de 1940 (5). Après l'armistice, les Allemands, soucieux de ne pas perdre l'avance acquise décidèrent de poursuivre en France cette collaboration technique au laboratoire et en exploitation.

Le prétexte invoqué pour justifier la création d'une station de télévision — distraire les quelques centaines de militaires allemands hospitalisés dans la région parisienne — apparaît bien léger si l'on considère le coût de l'installation et de la production de programmes. Deux autres arguments semblent avoir emporté la décision.

Des ordres ayant été donnés à la Téléfunken pour le démontage et la récupération de l'émetteur de Paris, comme ailleurs pour la récupération des "sept millions cent soixante quinze mille kilos" de ferraille de la Tour Eiffel, le professeur Schröter considérant cette opération comme du vandalisme, intervint auprès de Kurt Hinzmann qui dirigeait la télévision à Berlin pour trouver une solution à ce problème. Ils plaidèrent et obtinrent la grâce de la Tour (6) en proposant de remettre en marche l'émetteur de TV qui serait utilisé comme celui de Berlin pour la transmission de programmes distractifs destinés aux blessés en traitement dans les hôpitaux parisiens à la seule condition imposée par la Luftwaffe que toutes les émissions seraient suspendues pendant les périodes d'alertes aériennes et qu'ils utiliseraient les émetteurs pour brouiller les transmissions des alliés, ce qui fut accepté.

A Berlin, en mai 1942, une discussion est engagée entre représentants des Postes et de la radio allemande, d'une part, de la radiodiffusion française, d'autre part, pour installer à Paris une station de télévision. Aucun accord ne sera signé, mais un mois plus tard, la remise en état de marche des émetteurs de la tour Eiffel est engagée. Des essais de transmission effectués depuis un immeuble du Champ de Mars sont jugés satisfaisants dès le mois d'août (7). (15 avenue Bosquet ancienne ambassade de Tchécoslovaquie).

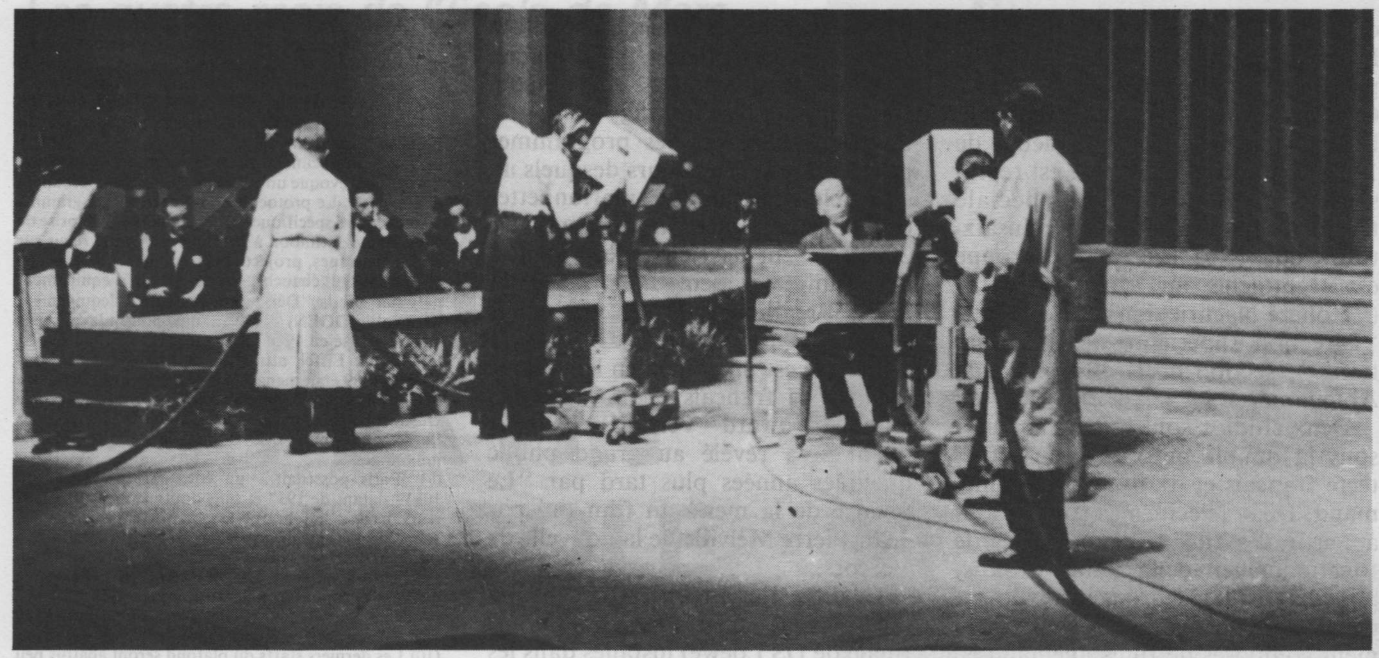
Le choix d'une implantation des studios et de leurs annexes doit alors répondre à une double exigence :

*Indicatif du Télécinéma pendant l'occupation. Archives Delvaux. (coll. Poinsignon)*




*Carrera Fernseh, Magic City 1943 (coll. Poinsignon)*





*Studio 1, Magic City 1943 (coll. Poinsignon)*

offrir une grande surface à proximité de l'émetteur. Le théâtre des Champs Elysées, près de la place de l'Alma et le Palais d'Art moderne du quai de Tokyo (8) éliminés, la décision retient l'ancienne salle de spectacle Magic City au 176 de la rue de l'Université, non loin du Pont de l'Alma.

Construite en 1912, elle avait comme salle de bal, accueilli, nous dit Jean-Christophe Averty, les premiers glissements du tango. Dans les années 30, ce fut un lieu de rencontre et de fête pour le "Paris-Gay" (9) mais aussi une tribune ouverte à toutes les opinions : de Darquier de Pellepoix à André Breton, fascistes et anti-fascistes s'y succédaient. L'immeuble de Magic City dont la salle a été transformée en studio ouvert au public (10) (comme aujourd'hui l'"Empire", avenue de Wagram) est cependant insuffisant pour accueillir les ateliers de construction de décors, les télécinémas, les maintenances et les bureaux. Contigu mais ouvrant sur la rue Cognacq-Jay un immeuble abrite une pension de standing : la "Familiale de l'Alma". L'autorité allemande l'annexe. Ce sera la façade du "Fernsehsender Paris".

Une collaboration s'engage entre les techniciens allemands, militaires et civils (11) et les techniciens français. Collaboration ! Le terme est ici incontournable. Il semble qu'au sein du "Fernsehsender" l'organisation du travail n'ait guère connu de difficultés. Tout au plus, certains techniciens français manifestaient-ils quelque indifférence à l'égard des programmes. Il arriva aussi que certains Allemands laissent éclater leur irritation à l'égard des contraintes militaires mais les attitudes d'engagement politique étaient, en général, soigneusement évitées. Les Allemands préféraient subir la guerre à Paris, les jeunes Français réfractaires au STO évitaient de se faire remarquer (12). Pour les techniciens des deux pays qui avaient acquis une certaine expérience en télévision, il s'agissait avant tout d'améliorer leur avance.

Du côté français, d'anciens techniciens du service de télévision de la rue

*Bulletin d'accès au Fernsehsender (communiqué par M. Ledos)*

**FERNSEHSENDER-PARIS**
13-15, Rue Cognacq-Jay
PARIS

N° A 14001

Paris, le ............ 194
............ heure

Monsieur - Madame - Mademoiselle ............

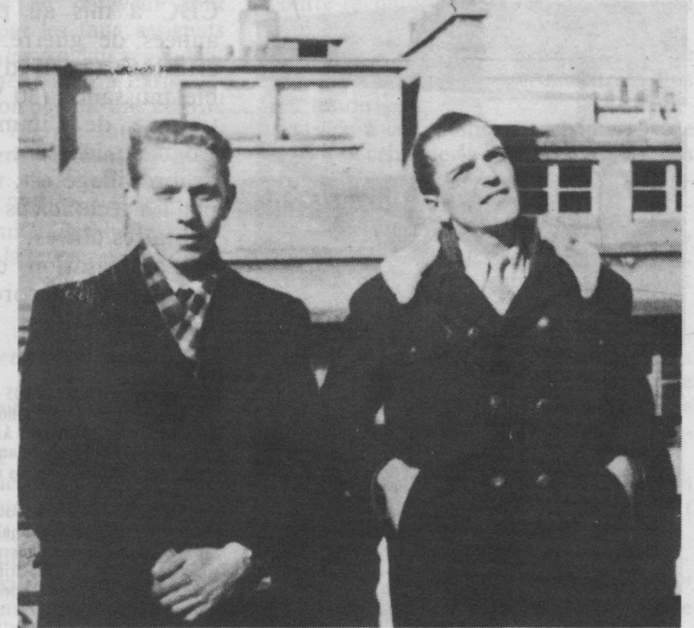
Adresse ............

désire un entretien avec ............

Motif : ............

Heure de sortie ............

Cette feuille reste dans le service



*Howard Vernon et Michel Wakhevitch (coll. Poinsignon)*

de Grenelle avaient été extraits de leur stalag ou de leur oflag (13). Une première équipe s'installe à Magic City en octobre 1942, une seconde à la Familiale de l'Alma au début de 1943. L'autorité allemande est représentée par une unité spéciale technico-militaire, le "Funkeinsatz-trupp 60" ("FET 60"). Ce groupe était rattaché au "HO.NA.FU." ("Hohere Nachrichten Führer", litt. "Direction supérieure des informations"), section de la "Propaganda Abteilung".

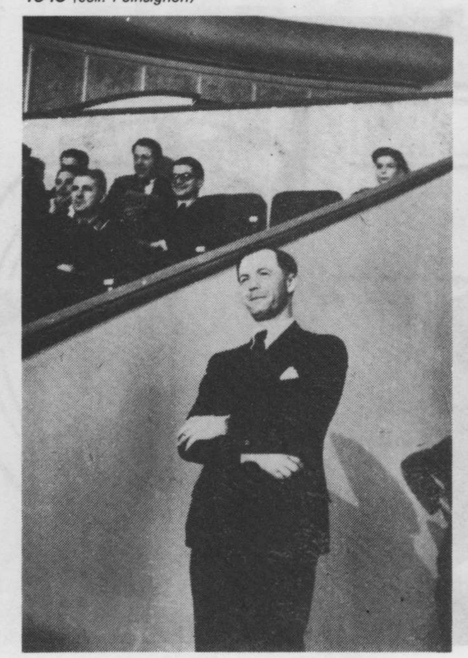
Deux studios sont mis en chantier sous la double autorité d'un architecte français et d'un architecte allemand. Deux télécinémas sont utilisés à partir d'avril 1943 pour tester le fonctionnement de la chaîne de transmission. Ils deviendront l'instrument de base des programmes principalement composés de films allemands.

L'aménagement du grand studio est achevé au début du mois de mai. Pour l'essentiel, le matériel se compose de deux caméras électroniques conçues pour équiper le car de reportage qui devait "couvrir" les Jeux olympiques d'Helsinki — annulés — en 1940. Un car de reportage à deux caméras est également prévu pour Paris.

Le premier programme est diffusé le 7 mai 1943 vers 15h. Pendant une heure et demie, se succèdent des numéros de music-hall qui évoquent ceux des années inaugurales de la "Radiovision" française en 1935 : acrobates, jongleurs, danseuses, contorsionnistes. La comédienne Denise Grey apporte la note de poésie.

Des programmes réguliers occupent bientôt l'antenne en deux ou trois tranches quotidiennes : de 10 à 12h, deux ou trois fois par semaine, avec des documentaires ; de 14h30 à 18h, "Bunter Nachmittag" comporte un jeu télévisé ou des programmes pour enfants (?) au cours desquels un spectacle français de marionnettes occupe une place importante. De 20h30 à 22h, des jeux, des variétés, des films et même des "dramatiques" réalisées en direct et, le plus souvent, en français. L'homme à tout faire est un comédien helvétique à l'aise en français comme en allemand, Howard Vernon, dont le talent sera révélé au grand public quelques années plus tard par "Le Silence de la mer" un film tiré par Jean-Pierre Melville de la nouvelle de Vercors.

*Kurt Hinzmann dans le studio 1 Magic City en 1943* (coll. Poinsignon)



La diffusion atteint 200 récepteurs (de marque CDC et Grammont, filiale de DS Loewe) installés dans les hôpitaux militaires et de 800 à 1 000 récepteurs que certains Parisiens ont pu adapter à la nouvelle définition de 441 lignes (14).

Le 16 août 1944, les émissions sont interrompues. Dans les jours suivants, les Allemands emportent le matériel de prise de vues. Le représentant de la RFG remet un inventaire du matériel abandonné au responsable français des bâtiments.

Le dimanche 20 août, au soir, la Radiodiffusion française libérée (15) lance depuis le "Studio d'Essai" de la rue de l'Université (n° 37) son premier indicatif. Autour du micro : Jean Guignebert, bientôt directeur général, Pierre Schaeffer et Pierre Crenesse.

A la tour Eiffel, l'ordre de détruire les émetteurs TV ne sera pas exécuté par les techniciens allemands mais les installations resteront muettes jusqu'au 20 juin 1945. Des essais sont alors repris avec un matériel que la CDC a mis au point pendant les années de guerre. La transmission effectuée à partir d'un émetteur à faible puissance (30 W) installé sur la terrasse de l'immeuble de la rue Cognacq-Jay sera éphémère. L'effet de brouillage est, en effet, dénoncé par les techniciens des transmissions militaires alliées.

L'autorisation d'émettre à nouveau ne sera accordée qu'en octobre 1945.

**Jean-Jacques Ledos**

---

(1) Patentschrifft n° 30105 déposé à Berlin le 6 janvier 1884 Paul Nipkow (1860-1940) n'avait pas réussi à intéresser les industriels à son brevet. Il a poursuivi une carrière d'ingénieur dans les chemins de fer. Toutefois, les premiers studios de télévision de la Reichspost portaient le nom de "Paul Nipkow Zentrum". Le III[e] Reich l'honore toutefois en lui faisant, en 1940, des obsèques nationales.

(2) J.L. Baird avait, dans un premier temps, monté sur le même axe le dispositif d'analyse et le même dispositif pour la reproduction par modulation de l'éclat d'une lampe à néon.

(3) cf. "Le Monde-Loisirs" 27 avril 1985.

(4) Zworykin, à la Westinghouse d'abord, à la RCA, ensuite, a développé deux intuitions antérieures, celle de Boris Rosing (190?) suggérant l'emploi d'un tube à faisceau cathodique modulé pour la reproduction des images et celle de Campbell-Swinton imaginant (1908 à 1911) le balayage de l'image à transmettre par un faisceau d'électrons.

(5) Dans un document daté de décembre 1944, René Barthélémy évoque un "contrat de dix ans d'échanges de brevets". Le protocole comportait un programme de recherches spécifiques : nouveaux tubes de prise de vues, haute définition à 1015 et 1029 lignes, relais sur ondes métriques, projection sur grand écran. Un avenir également ébauché par le "Plan d'équipement national" de la "Délégation générale à l'équipement national" (DGEN) (1942)... que nous n'avons pas encore épuisé en 1986 !

(6) La tour Eiffel, attraction de l'Exposition universelle de 1889 était menacée de destruction au début du siècle. Elle dut alors sa survie à un accord conclu entre Gustave Eiffel et le futur général Ferrié, chargé dans l'arme du Génie de développer la radio-télégraphie militaire.

(7) "Paris possédait... un émetteur son d'environ 10kW datant de 1937 et sans doute le meilleur émetteur image..." Gehrardt Goebel in "Arvhiv für das Post und Fernmeldewesen" n° 5 — août 1953.

(8) C'est l'actuel Musée d'art moderne construit en 1937 entre le quai de Tokyo, devenu en 1945 avenue de New York, et l'avenue du Président-Wilson.

(9) Gilles Bardebette, Michel Carassou : "Paris-Gay 1925" Presses de la Renaissance — 1981

(10) Les derniers staffs du plafond seront abattus peu avant 1960. Devenue après la guerre "Studio I" l'ancienne salle de spectacle accueillera les premières dramatiques "en direct" avant que l'actualité y trouve, par scissiparité, l'emplacement de deux studios pour les éditions tri-quotidiennes des journaux télévisés. Après le transfert d'"Antenne 2", avenue Montaigne, la société TF1 qui a fait abattre la cloison dispose à nouveau d'un grand studio.

(11) La puissance publique allemande la "Reichspost Fernseh Gesellschaft" (RFG) a imposé ses représentants.

(12) Deux israélites, l'un, ingénieur à la CDC, l'autre, technicien rue Cognacq-Jay ont traversé cette période sans être inquiétés.

(13) Le "stalag" était un camp de prisonniers de guerre pour soldats. L'"oflag", un camp pour officiers.

(14) La norme française avait été fixée à 455 lignes en 1938.

(15) Un décret du 29 juillet 1939 a tranféré la tutelle de la radio et de la télévision du ministère des PTT à la présidence du Conseil. La "Radiodiffusion nationale" est née. Elle conservera ce titre sous le régime de Vichy qui en précise le caractère de service public (loi du 1[er] octobre 1941). L'indicatif du 20 août 1944 annonce, "Ici, radiodiffusion de la nation française !"



— Tu retardes avec ta T. S. F., la mode, c'est la télévision.

## *Les quatre mois de l'Ecole de Mars*

# III – LA TERREUR ET LA FIN DE L'ECOLE


Elève de l'école de Mars

**Le soir du 9 thermidor, (27 juillet 1794) alors que Robespierre, décrété hors la loi par la Convention se trouve à la Commune avec son frère, Couthon, Le Bas et Hanriot, eux aussi en état d'arrestation, l'inquiétude règne au sein de la Convention. L'assemblée craint qu'un soulèvement populaire ne vienne soutenir Robespierre et envahir l'assemblée. Elle craint également que l'Ecole de Mars ne prenne le parti des insurgés.**



**La Convention**

A peine réunie, la Convention proclame la République le 21 septembre 1792. Louis XVI, accusé de trahison est jugé par elle, condamné à mort et exécuté le 21 janvier 1793. Les royalistes se soulèvent alors en Vendée encouragés par le clergé réfractaire ; l'Angleterre, la Hollande et l'Espagne se joignent à la coalition déjà formée contre nous par l'Autriche, les Etats allemands, la Prusse, le Piémont et Naples. Maîtresses de la Belgique après la victoire de Jemmapes, le 6 novembre, nos armées du nord sont obligées de reculer. Dumouriez et le duc de Chartres (futur Louis-Philippe) passent à l'ennemi. La Convention, tiraillée entre le parti modéré des Girondins et le parti avancé des Montagnards, est réduite à l'impuissance devant un ennemi victorieux.

Les insurrections des 31 mai et 2 juin 1793, soutenues par la Commune de Paris assurent la victoire du parti de la Montagne : 27 députés girondins doivent quitter la salle ses séances. Plusieurs d'entre eux, croyant servir encore la République, tentent de soulever les départements en leur faveur. Leur imprudent appel ne fait qu'ajouter le péril d'un soulèvement girondin aux périls de la guerre royaliste et de la guerre étrangère. La situation de la France semble désespérée : ses frontières continentales sont envahies, ses côtes sont bloquées par les Anglais, qui occupent Toulon ; Lyon et les départements girondins se soulèvent, la Vendée triomphe, et, pour comble de détresse, les assignats déjà tombés en défaveur sont encore discrédités par les faux assignats que les royalistes et les Anglais répandent dans le pays. La disette sévit à Paris.

Mais la Convention déploie une activité extraordinaire, une énergie sauvage. Les mesures les plus terribles sont adoptées sans hésitation par elle, puis exécutées rapidement par le Tribunal révolutionnaire et les deux comités de salut public et de sûreté générale : la terreur est à l'ordre du jour.

**Robespierre et la Terreur**

Le Comité de salut public est le véritable gouvernement, il sera vite dominé par Ropespierre, décidé coûte que coûte à sauver la République.

La réquisition, l'emprunt forcé, la fixation d'un impôt sur la fortune, la fixation du taux *maximum* du prix des denrées et du cours de l'assignat, la vente des biens nationaux vont permettre de secourir les pauvres mais aussi de lever une armée.

La chasse aux suspects est organisée. Les Représentants en mission sont envoyés dans les départements pour faire régner l'ordre, secondés par l'armée révolutionnaire. Les accapareurs et spéculateurs sont punis de mort, les royalistes contre-révolutionnaires et prêtres non jureurs, sont arrêtés.

La répression est si vive qu'elle entraîne des excès sanglants qui seront condamnés par les dirigeants.

Grâce à ces mesures, le printemps de 1794 est celui de la victoire, toutes nos frontières sont dégagées, le peuple respire, il pense que la paix reviendra bientôt. Puis c'est l'arrestation des *enragés*, Hébert (*Le Père Duchesne*), Roussin, Mormoro... et de leurs amis, aussitôt guillotinés.

Le peuple s'étonne de cette décision, qu'il finit par accepter. Il participe aux bals et concerts organisés pendant cette période. Il reconnaît l'autorité absolue de Robespierre, tout en souhaitant ardemment que la terreur s'arrête.

Pourtant Robespierre va abattre ses anciens amis, les modérés Danton et Camille Desmoulin. La terreur subsiste.

C'est dans cette ambiance que la création de l'Ecole de Mars est décidée le 1er juin 1794. On est à huit jours de la fête de

l'Etre-Suprême, décrétée par la Convention dont Robespierre vient d'être élu président. Au faîte de sa gloire, il y proclame solennellement l'existence de Dieu et l'immortalité de l'âme.

Tous lui sont dévoués, les jacobins, les principaux officiers de la garde nationale, les membres de la commune de Paris, les compagnies de canonniers, le tribunal ainsi que les comités révolutionnaires.

La Convention le sublime, les journalistes et gens de lettres le considèrent comme un héros. L'Europe entière s'étonne de sa puissance. Il est environné de courtisans qui le craignent plus qu'ils ne l'admirent.

En réalité, Robespierre est seul, il sait déjà que son entourage politique a juré sa perte.

**La chute de Robespierre**

Déjà le 19 avril, sous son impulsion, le Comité de salut public avait rappelé d'un seul coup 21 représentants en mission, accusés de malversations ou d'excès terroristes, tels que Carrier, Chabot, Courtois, Fouché, Barras, Rovère ou Tallien que Robespierre tient pour des *fripons.*

Le 10 juin, le surlendemain de la fête de l'Etre-Suprême, le rapport sur la loi de Prairial (*voir encadré*) inquiète la majorité des députés. Le lendemain, l'assemblée vote un *Considérant* destiné à aménager le projet et le 12, Couthon intervient pour demander la révocation du *Considérant*, soutenu par Robespierre, qui déclare que la Montagne ne signifie plus rien : *"Il ne peut y avoir que deux partis dans la Convention, les bons et les méchants"*, se refusant à donner les noms des *intrigants*, dont il se réserve de demander la destitution.

C'en est trop pour certains, désireux de sauver leur tête. Courtois et Fouché (alors président des jacobins) animent des réunions secrètes dans le but de briser la puissance des comités.

*"Le triomphe de la montagne" d'après une composition de Litz*




## La loi de prairial

**Le 22 prairial (10 juin), 2 jours après la fête de l'Etre Suprême, Couthon présente un rapport à la Convention sur le tribunal révolutionnaire. Ce rapport rédigé sans que le Comité de sûreté générale ait été consulté est soutenu vivement par Robespierre et Barère devant une assemblée inquiète qui en acceptera les termes.**

**Le décret a pour but** *d'accélérer les délais pour punir les ennemis de la patrie*, **son objet est de compléter le nombre des juges et des jurés du tribunal révolutionnaire, institué pour punir les ennemis du peuple qui cherchent à anéantir la liberté publique, soit par la force, soit par la ruse. Sont réputés ennemis du peuple, ceux qui cherchent à rétablir la royauté ou à avilir ou à dissoudre la Convention nationale ou le gouvernement révolutionnaire, ceux qui auront trahi la République dans le commandement des places ou aux armées, ceux qui auront cherché à empêcher les approvisionnements de Paris et à causer la disette dans la République. Ceux qui auront protégé les conspirateurs, ou persécuté les patriotes ou corrompu les mandataires du peuple ou abusé des principes de la Révolution par des applications fausses ou perfides, ceux qui auront cherché à inspirer le découragement, ceux qui auront répandu de fausses nouvelles pour troubler le peuple, ceux qui chercheront à égarer l'opinion et empêcher l'instruction du peuple, à dépraver les mœurs et dépraver la conscience publique, à altérer l'énergie des principes révolutionnaires par des écrits contre-révolutionnaires ou insidieux, ceux qui étant chargés de fonctions publiques en abusent pour opprimer le peuple, enfin ceux qui sont désignés dans les lois précédentes et qui auront attenté à la liberté, à l'unité, à la sûreté de la République.**

**La peine portée contre tous les délits est la mort.**

**La preuve nécessaire pour condamner est toute espèce de document, soit matériel, soit moral, soit verbal, soit écrit qui peut obtenir l'assentiment de tout esprit juste et raisonnable.**

**La règle des jugements est la conscience des jurés éclairés par l'amour de la patrie.**

**Tout citoyen est tenu de dénoncer les conspirateurs.**

**L'accusé est interrogé à l'audience et en public.**

**S'il existe des preuves matérielles ou morales il ne sera point entendu de témoins à moins que cette formalité ne paraisse nécessaire pour découvrir des complices.**

**Les dépositions seront faites en public.**

**La loi donne pour défenseurs aux patriotes calomniés, des jurés patriotes ; elle n'en accorde point aux conspirateurs.**



## L'affaire Théot

**Catherine Théot est une ancienne nonne, visionnaire et prophétesse surnommée "La Mère de Dieu" ; autour d'elle se réunissent quelques intrigants et le naïf Dom Gerle, ancien Constituant protégé de Robespierre ; la vieille femme est elle-même admiratrice de Robespierre et le confond un peu avec le Messie dont elle annonce furieusement la venue proche ; ce prétexte servira à Vadier qui décèle ainsi un complot mystique et clérical dont ferait partie Robespierre. Il ridiculise ainsi l'Etre-Suprême. Le 27 prairial (15 juin) Vadier fait son rapport à la Convention qui décrète que Catherine Théot et Dom Gerle seront traduits devant le tribunal révolutionnaire. Le lendemain 28 prairial, Robespierre se fait remettre par Dumas et Fouquier-Tinville le dossier Théot afin de l'examiner avec soin, se sentant visé personnellement.**

Le 15 juin, Vadier au nom des comités réunis, dénonce à la Convention (présidée par Robespierre) une nouvelle conspiration ourdie par le fanatisme. C'est le début de l'*Affaire Théot* (*voir encadré*) qui sera un des éléments de la chute de Robespierre.

Au sein du Comité de salut public, la mésentente s'installe entre d'une part, Robespierre, Saint Just et Couthon et d'autre part, Barère, Collot d'Herbois et Billaud-Varenne. Robespierre s'en éloigne et n'assiste plus aux séances. C'est à cette époque qu'il rend visite, accompagné de Le Bas et Peyssard aux jeunes élèves qui viennent d'arriver à l'Ecole.

Laissons la parole à H. Langlois : *"un homme d'assez petite taille, d'une mise extrêmement recherchée, élégamment frisé, pâle et maigre, tenant son chapeau à la main et s'essuyant le front avec un mouchoir de baptiste, me fixait d'un œil fauve et d'un regard clignotant à travers ses besicles... Cet homme n'était rien moins que Maximilien Robespierre."* Il décrit Peyssard comme un *personnage raide et gourmé, hautain et rebutant*. Par contre il se souvient de Le Bas : *sa taille élégante, ses beaux yeux bleus, ses cheveux blonds, et la douceur apparente de sa pâle figure légèrement marquée de petite vérole.*

L'inquiétude qui règne dans la capitale se fait également ressentir à l'Ecole.

Les élèves sont fortement impressionnés par les nombreux discours les mettant en garde contre les *ennemis de la patrie*, les *aristocrates* et *autres traitres*. Une véritable panique s'instaure à l'intérieur du camp : par exemple, des pierres jetées par dessus la palissade par quelques plaisantins font croire à une attaque.

FÊTE
À
L'ÊTRE
SUPRÊME.

*Fac-similé d'une carte d'entrée pour la fête de l'être suprême*

Le 6 juillet, à la veille de l'inauguration, les représentants du peuple Le Bas et Peyssard adressent à la Convention une lettre. En voici la fin pour le moins surprenante :

*"L'aristocratie et le royalisme multiplient leurs pièges et leurs perfides suggestions pour corrompre les élèves de Mars, et faire tourner à l'avantage des tyrans un établissement destiné à consolider l'édifice de la liberté. De l'argent leur est offert ; de mauvais livres leur sont distribués ; des craintes de tout genre leur sont suggérés. On dit aux uns qu'ils seront transportés à la Guyanne ; à d'autres, qu'ils passeront l'hiver sous la tente. Mais ces jeunes Français, que n'a point flétris l'ancien régime, sont les premiers à dénoncer toutes ces manœuvres.*

*Au surplus, une battue va être faite, et l'Ecole de Mars sera bientôt délivrée des loups qui cherchent à la dévorer."*

Ces craintes subsisteront après le 9 thermidor. Lors de l'explosion de la poudrière de Grenelle, les élèves croient à une conspiration, ils s'imaginent que le camp était miné, et, un jour qu'ils étaient chargés de creuser un grand trou au milieu du camp, H. Langlois raconte que tous crurent qu'il s'agissait d'une fosse commune où seraient entassés leurs cadavres.

Pendant que les élèves continuent leur installation et reçoivent le début de leur instruction, la situation se dégrade dans la capitale. Le Comité de sûreté générale fait arrêter les sans-culottes qui critiquent les mesures prises par le Comité de salut public. La loi sur le maximum des salaires va entraîner les premières grèves dans les ateliers.

Le 4 thermidor, Couthou va essayer de réconcilier les membres des comités divisés depuis près d'un mois. Robespierre revient, et le 6 thermidor, Couthou célèbre aux jacobins l'unité retrouvée, tout en s'inquiétant de l'envoi des canonniers parisiens à l'armée du nord, et manifeste ses craintes au sujet de l'Ecole de Mars, malgré les apaisements de Le Bas.

Robespierre doit retrouver son prestige. Il jouit encore d'une grande influence sur les membres de la Convention. Le 8 thermidor, il prononce le



*La fête de l'être suprême*



Robespierre



Couthon



St Just

fameux discours, longuement préparé, dans lequel il inculpe divers membres des comités, sans les nommer, et met en cause le décret de finance de Cambon, la légèreté des discours de Barère, et la *horde des fripons*. Après avoir été adopté par l'assemblée, le discours est remis en cause à la suite d'interventions favorisées par le président Collot d'Herbois : Vadier relance l'affaire Théot, Cambon répond aux attaques de Robespierre et lui reproche de *paralyser la volonté de la Convention*, Billaud Varenne déclare : *''S'il est vrai que nous ne jouissons pas de la liberté des opinions, j'aime mieux que mon cadavre serve de trône à un ambitieux que de devenir, par mon silence, le complice de ses forfaits''*. Puis, successivement, interviennent Panis, Bentabole, Charlier, Amar, Thirion et Bréard.

Dès lors, l'assemblée se retourne, et Barère, profitant de la tendance, certain de ne rien risquer, condamne Robespierre en lui reprochant de ne pas avoir suivi les séances du Comité, *sans quoi il n'eût pas écrit son discours*. La Convention rapporte l'envoi du discours aux communes. Robespierre n'a plus de majorité.

Le soir, au club des jacobins, après relecture de son discours malgré l'enthousiasme général, il se sait perdu.

## Le 9 thermidor (27 juillet 1794)

Qui aurait pu imaginer que le soir de ce beau dimanche d'été, Maximilien Robespierre serait arrêté puis mis hors la loi ? Plus précisément, ce dimanche est Nonidi, le jour des Mûres. La séance de l'assemblée débute vers dix heures, sous la présidence de Collot d'Herbois. Le Perrey, vérificateur des assignats, informe la Convention qu'il est brûlé, ce jour, au local des Capucines, la somme de vingt millions provenant des domaines nationaux, ce qui porte le total des assignats brûlés à 2 284 000 000. Sur rapport du Comité des secours publics, il sera payé une somme de 500 livres au citoyen Larcade et un secours de 600 livres à la veuve et aux enfants du citoyen Lecamus de Bruges-les-Bains tué accidentellement puis Cochon poursuit la lecture de son rapport sur la solde des troupes.

Soudain, vers 14h des rumeurs commencent à se répandre dans la capitale, selon lesquelles Robespierre est attaqué à la Convention. Que s'était-il passé ? Après la lecture des rapports énumérés cidessus, Saint-Just monte à la tribune, entame un discours qu'il avait préparé la veille au soir et dont il avait refusé d'en soumettre le texte aux deux Comités.

**Lettre de la citoyenne Fontenay au citoyen Tallien rue de la Perle, 17.**

*De La Force le 7 thermidor*

*''L'administrateur de police sort d'ici : il est venu m'annoncer que demain je monterai au tribunal, c'est-à-dire sur l'échafaud. Cela ressemble bien peu au rêve que j'ai fait cette nuit : Robespierre n'existait plus, et les prisons étaient ouvertes. Mais, grâce à votre indigne lâcheté, il ne se trouvera bientôt plus personne en France capable de le réaliser.''*

Il répondait le jour-même :

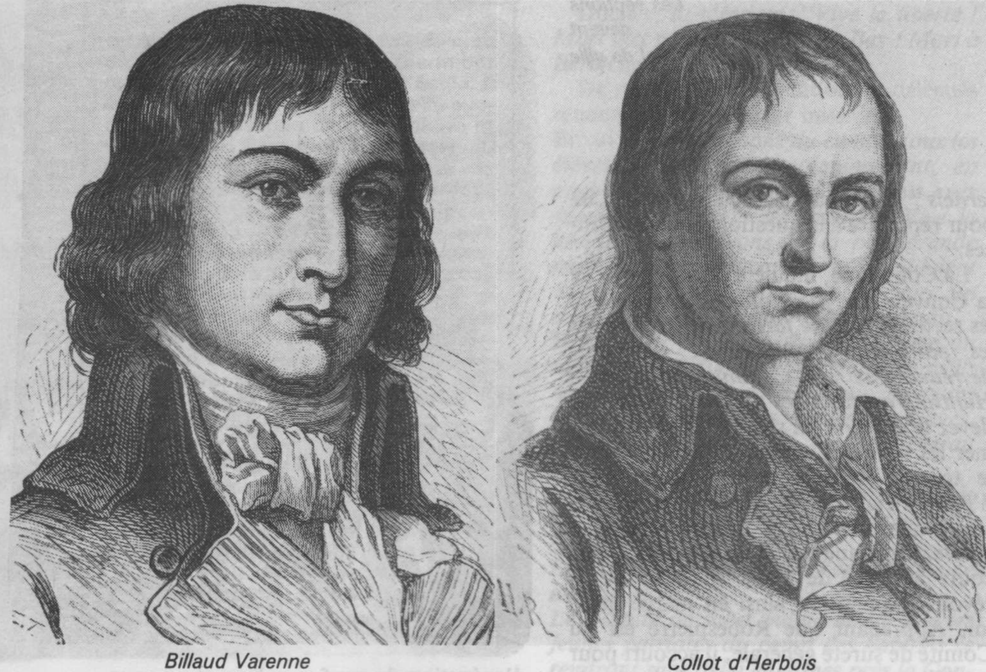
*''Soyez aussi prudente que j'aurai de courage, mais calmez votre tête.''*

Tallien qui vient de recevoir une lettre de sa jeune maîtresse enfermée à la Petite Force (*voir encadré*) l'interrompt pour une motion d'ordre et demande *que le rideau soit entièrement déchiré*. Billaud-Varenne lui emboite le pas : *l'assemblée périra si elle est faible*. Les membres se lèvent en agitant leurs chapeaux, les spectateurs applaudissent aux cris de *''Vive la Convention nationale''*. Le Bas veut intervenir, on lui refuse la parole, Billaud attaque alors Robespierre qui vient d'arriver et veut parler. On le maltraite : *''A bas le tyran !''*. Tallien, encouragé, brandit un poignard : *''Je me suis armé d'un poignard pour lui percer le sein, si la Convention n'avait pas le courage de le décréter d'accusation''*. Son intervention déclenche de vifs applaudissements.

Les événements vont maintenant très vite. Billaud obtient l'arrestation de Dumas, Boulanger et Dufraise. Delmas obtient celle d'Hanriot, de ses adjudants et aides de camp. Robespierre s'inquiète, il veut intervenir, mais c'est Barère, l'orateur chéri de l'assemblée que celle-ci réclame. Toujours prudent, très modéré, Barère tente de concilier les adversaires. Il est presque 16 h, Barère fait adopter un décret modifiant le régime militaire de Paris. C'est vraisemblablement à ce moment qu'il prend la décision de faire



*9 thermidor à la Convention*



*Billaud Varenne* *Collot d'Herbois*



*Léonard Bourdon*

arrêter Bertèche, le commandant de l'Ecole de Mars et de le remplacer par Chanez.

Coup sur coup Vadier, Bourdon de l'Oise, Tallien s'acharnent contre Robespierre qui crie pour se faire entendre pendant que le président agite sans cesse sa sonnette pour ramener le calme dans la salle. C'est alors que le dantoniste Louchet élève la voix : *"Je demande le décret d'arrestation contre Robespierre"*. Il est soutenu par Loiseau, Robespierre jeune demande à être lui aussi décrété d'arrestation puis Couthon, Saint-Just et Le Bas en font autant.

Il est 17 h, décrétés d'accusation, les 5 conventionnels sont arrêtés et emmenés au Comité de sûreté général.

Au camp des Sablons, l'exercice est terminé, les élèves profitent d'un repos mérité, les sentinelles prennent la garde.. A Paris il fait chaud. La population, calme, se promène dans les rues de la capitale, sans comprendre encore ce qui se passe réellement. L'esprit n'est plus à la révolte. La Commune et les jacobins qui soutiennent Robespierre ne sont plus suivis par l'ensemble des sections. Il faut se rappeler la mesure impopulaire que Barère fit adopter imposant le *maximum* bloquant et même abaissant les salaires, entrainant la grève des maçons et tailleurs de pierres. A 16 h venait d'avoir lieu un rassemblement, sur la place de Grêve, d'ouvriers venus protester contre cette loi. Le peuple est irrité de la chèreté des vivres. Les hébertistes et les dantonistes ne pardonnent pas à Robespierre d'avoir abattu leurs idoles.

Des faits, apparemment moins importants, vont intervenir dans le comportement à venir de la population. C'est ainsi que les autorités venaient d'interdire les petits jeux de place, les bateleurs, chanteurs ou banquistes qui les divertissaient ainsi que les repas publics, mélangeant riches et pauvres appelés *"banquets fra-*

## Proclamation de la Convention nationale au Peuple français, le 9 thermidor an II

*"Citoyens,*

*Au milieu des victoires les plus signalées, un danger nouveau menace la République ; il est d'autant plus grand que l'opinion est ébranlée, et qu'une partie des citoyens se laisse conduire au précipice par l'ascendant de quelques réputations.*

*Les travaux de la Convention sont stériles, le courage des armées devient nul, si les citoyens français mettent en balance quelques hommes et la Patrie.*

*Des passions personnelles ont usurpé la place du bien public ; quelques chefs de la force armée semblaient menacer l'autorité nationale.*

*Le gouvernement révolutionnaire, objet de la haine des ennemis de la France, est attaqué au milieu de nous ; les formes du pouvoir républicain touchent à leur ruine ; l'aristocratie semble triompher, et les royalistes sont prêts à reparaître.*

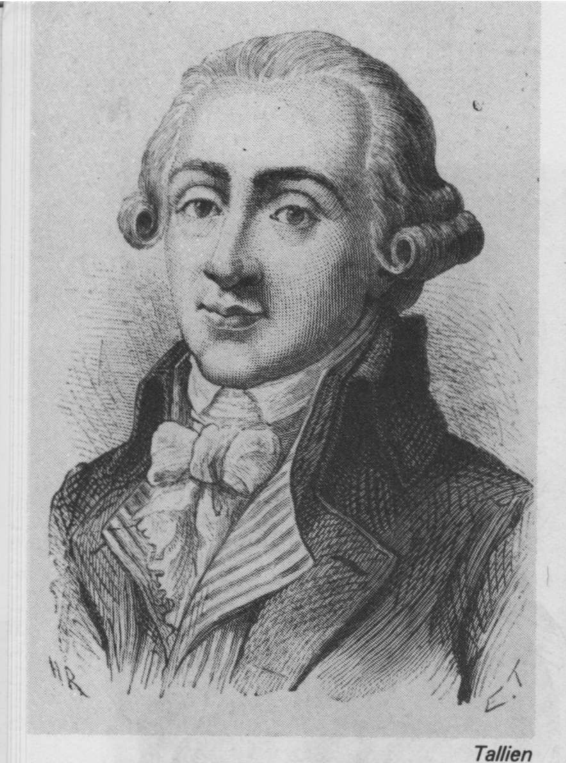
*Citoyens, voulez-vous perdre en un jour six années de révolution, de sacrifices et de courage ? Voulez-vous revenir sous le joug que vous avez brisé ? Non, sans doute. La Convention ne cessera pas un instant de veiller aux droits de la liberté publique. Elle invite donc les citoyens de Paris à l'aider de leur réunion, de leurs lumières, de leur patriotisme, pour la conservation du dépôt précieux que le peuple français lui a confié. Qu'ils veillent principalement sur l'autorité militaire, toujours ambitieuse, et souvent usurpatrice. La liberté n'est rien dans les pays où le militaire commande au civil.*

*Si vous ne vous ralliez à la représentation nationale, les autorités constituées sont sans subordination et les armées sans direction ; les victoires deviennent un fléau, et le Peuple français est livré à toutes les fureurs des divisions intestines et à toutes les vengeances des tyrans. Entendez la voix de la patrie, au lieu de mêler vos cris à ceux des malveillants, des aristocrates et des ennemis du Peuple ; et la patrie sera encore une fois sauvée.*

*La Convention nationale décrète que la présente proclamation sera imprimée sur-le-champ, adressée à toutes les sections de Paris, à toutes les communes et aux armées de la République."*



*Hanriot parcourt les rues de Paris en prêchant la révolte. (D'après Raffet)*


Tallien


Barras qui deviendra membre du Directoire

Vadier



Les sections devant l'Hôtel de ville



ternels'' créés par la section de la Cité pour répondre à la question des subsistances.

La Commune, inquiète des décisions de la Convention, se révolte. Elle convoque les sections : *''Une faction veut opprimer les patriotes, du courage ! Le point de réunion est à la Commune et le brave Hanriot exécute ses ordres : vous ne devez obéir qu'à lui seul...''*. Elle fait fermer les barrières, sonner la générale puis le tocsin. Hanriot ne se soucie guère d'être en état d'arrestation : il ordonne à ses gendarmes de se rendre place de Grève, arme une partie de la garde et parcourt les rues de Paris en prêchant la révolte, se mettant ainsi en marge de la loi. Apprenant que Robespierre est au Comité de sûreté générale, il accourt pour le délivrer, forçant la porte à coups de bottes, mais c'est lui qui se trouve garrotté par les gendarmes des tribunaux que dirigeait le brigadier Joanolle.

Robespierre et ses amis sont au Comité de sûreté générale. Légalistes, ils décident de se soumettre au décret d'accusation afin de se disculpter devant le tribunal révolutionnaire. Il est 18 h et dînent tranquillement en attendant d'être transférés dans leur prison respective, suivant les ordres de la Convention.

Vers 19 h, deux gendarmes mènent Maximilien à la prison du Luxembourg. Le guichetier, sur ordre de la Commune de ne pas l'incarcérer, refuse de le recevoir malgré l'insistance de Robespierre.

A partir de ce moment les événements vont se succéder avec une grande rapidité.

Il est 19 h, pendant que la Convention rouvre sa séance, Coffinhal, vice-président du tribunal révolutionnaire marche sur les Tuileries, délivre Hanriot qu'il ramène triomphalement à l'hôtel de ville sans se douter qu'il aurait pu, sans peine, se rendre maître de la Convention. Collot d'Herbois, le président de la Convention a conscience lui, de ce danger, puisqu'il s'écrie : *''Voici l'instant de mourir à notre poste !''*. Mais la Commune n'intervient pas. Elle attend à l'Hôtel de ville, le retour des ''prisonniers''. Robespierre, à 20 h, se fait conduire dans la mairie proche du Luxembourg où il devait être enfermé. Il est blême. La Commune accueille son frère Augustin et Le Bas qui vient de déclarer à sa femme venue à sa rencontre : *''Inspire à notre fils l'amour de la patrie, et dis lui que son père est mort pour elle''*. Le Bas prend la plume pour écrire à Bertèche (qu'il ne sait pas en état d'arrestation) : *''Un complot affreux vient d'éclater, je suis du nombre des représentants fidèles que les conspirateurs ont fait arrêter. Mes soupçons sur la destinations du* **camp** *sont réalisés : c'est à toi de t'opposer à ce qu'on ne l'abuse pas au point de s'égorger lui-même en marchant sous les étendards des traitres. Le peuple t'observe : il est déterminé à se sauver, songe à lui être fidèle''*.

La Commune venait d'élire un Comité d'exécution de neuf membres et un sous-comité de 12 membres sous la présidence du savetier Simon. Il est 20 h. Lasnier porte une lettre de ce comité à Robespierre l'invitant à les rejoindre. Il refuse encore, se trouvant bien dans un lieu de détention où les geôliers sont ses amis. En aucun cas il ne souhaite participer à l'insurrection. Hanriot et Coffinhal vont venir deux fois pour le décider à rejoindre la Commune. C'est sous escorte qu'il arrive à l'hôtel de ville. Réconforté par les acclamations et la présence d'hommes de piques, de baïonnettes et de canons il arrive dans la salle des séances : *''Le peuple vient de me sauver d'une faction qui voulait ma perte''*.

Pendant ce temps la Convention, tout d'abord affolée, reprend peu à peu son calme. Après avoir demandé des arrestations (Louvet, Fleuriot-Lescot maire de Paris), mise au courant minute par minute de la situation, elle décide *de mettre hors la loi tous les individus frappés d'arrestation ou d'accusations qui n'auraient pas déféré à la loi ou qui s'y seraient soustraits.* Autrement dit, tous les robespierristes sont condamnés à mort.

Elie Lacoste demande l'arrestation de Bertèche, lui non plus ne savait pas que le commandant était arrêté depuis déjà 4 heures ; Billaud-Varenne le confirme, et, de crainte de voir les jeunes de l'Ecole armés à la fête décidée pour le lendemain, demande son ajournement. Tallien, prétextant qu'un scélérat se serait réfugié au Camp des Sablons, demande que deux députés soient nommés pour y aller : ce sont Brival et Bentabole.

Il est environ 11 h. A l'hôtel de ville, Saint-Just, bientôt suivi de Couthon, lui aussi très réticent, sont accueillis à leur tour. Les deux Robespierre sont assis auprès du président Fleuriot-Lescot et de Payan, l'agent national. Couthon souhaite écrire aux armées ; *''au nom de qui ?''* interroge Maximilien, *''au nom de la Convention''* répond Couthon. Après réflexion Robespierre rétorque : *''Mon avis est qu'on écrive au nom du peuple français !''*

Les deux délégués Brival et Bentabole,

**BRIVAL — né à Tulle, membre du club des jacobins est choisi le 9 thermidor comme représentant près de l'Ecole. Il avait signé, en tant que secrétaire suppléant, l'arrestation de Robespierre et venait de se faire huer et chasser du club. D'après Michelet sa carte de membre lui aurait été rendue le jour même par un commissaire jacobin.**
**BENTABOLE — Avocat obscur aux convictions changeantes. Représentant du peuple à l'armée du nord et profondément maratiste, voit ses convictions fondre à la suite de son mariage avec la femme Chabot, ex-noble qui lui apporte en dot de nombreuses propriétés.**
**LACOSTE ELIE — Montagnard, avait été en mission dans l'armée du nord avec Peyssard membre du Comité de sûreté générale, est élu président du club des jacobins. Il est absent le 8, jour où Robespierre lit son "testament". C'est lui qui demande, le lendemain, l'arrestation de Couthon et St-Just et fait mettre, le 10 les membres de la commune hors la loi.**

arrivent au Camp des Sablons où tout est calme. Les hommes de garde ont bien entendu les tocsins de l'hôtel de ville et de quelques sections, tocsins qui sont bien faibles, car le bourdon de Notre-Dame qui avait sonné lors des grandes journées populaires est resté muet cette fois. Ces hommes ont sûrement pensé qu'il se produisait quelques chose d'anormal, mais certainement pas qu'ils pouvaient être concernés.

Il est minuit, on fait venir tambours et trompettes pour réveiller les élèves. On les fait ranger debout en bataillon carré et à la lueur d'un grand feu de paille, les représentants haranguent les jeunes, leur annoncent qu'un complot se tramait contre la République et qu'il est déjoué. Ils apprennent l'arrestation de Bertèche et la mise hors la loi de Le Bas, Hanriot, Robespierre. Ils sont appelés à rester fidèles à la Convention.

Dociles, ils s'écrient *"Vive la liberté ! Mort aux traites ! Mort à Le Bas ! Mort à Bertèche !"*

De retour à la Convention les délégués rendent compte de leur mission :
Brival : *"Nous venons du camp ; tous les élèves se sont écriés unanimement, en apprenant la conspiration que vous avez déjouée : Périssent les traitres ! Vive la liberté ! Nous avons eu la plus grande peine à retenir leur ardeur ; ils voulaient tous venir à la Convention lui faire un rempart de leurs corps."* On applaudit.
Bentabole : *"Il y avait près du camp un magasin de 3 500 fusils ; craignant qu'ils ne fussent pas en sûreté, nous les avons remis entre les mains des jeunes élèves, qui ont juré qu'on ne leur arracherait qu'avec la vie."*

Carnot prit seul la décision de requérir les élèves et de les faire venir près de la Convention :
*Le 9 thermidor an II de la République une et indivisible.*
*Le Comité de salut public arrête que les jeunes patriotes du camp des Sablons se rendront sans délai en armes près la Convention nationale sous la conduite des représentants du peuple.*

A minuit Barras est nommé chef de la force armée, sur proposition des deux Comités. On lui adjoint 12 membres Féraud, Beauprey, Fréron, Rovère, Delmas, Bonnet, Augis, Legendre, Huguet, Goupilleau de Fontenay, Léonard Bourdon et Bourdon de l'Oise. Ceux-ci, coiffés d'un chapeau à plumes, le sabre à la main, vont haranguer les sections (*voir encadré*). Accompagnés de gendarmes, à la lueur des torches, ils vont proclamer dans tout Paris la mise hors la loi des rebelles et la nomination de Barras comme chef des armées. L'effet est considérable sur la population.

Barras fait son rapport à la Convention : *"Je viens de parcourir une grande partie de Paris, partout le peuple est à la hauteur de la liberté, partout on entend les cris de vive la République, vive la Con-*

## Comité de salut public

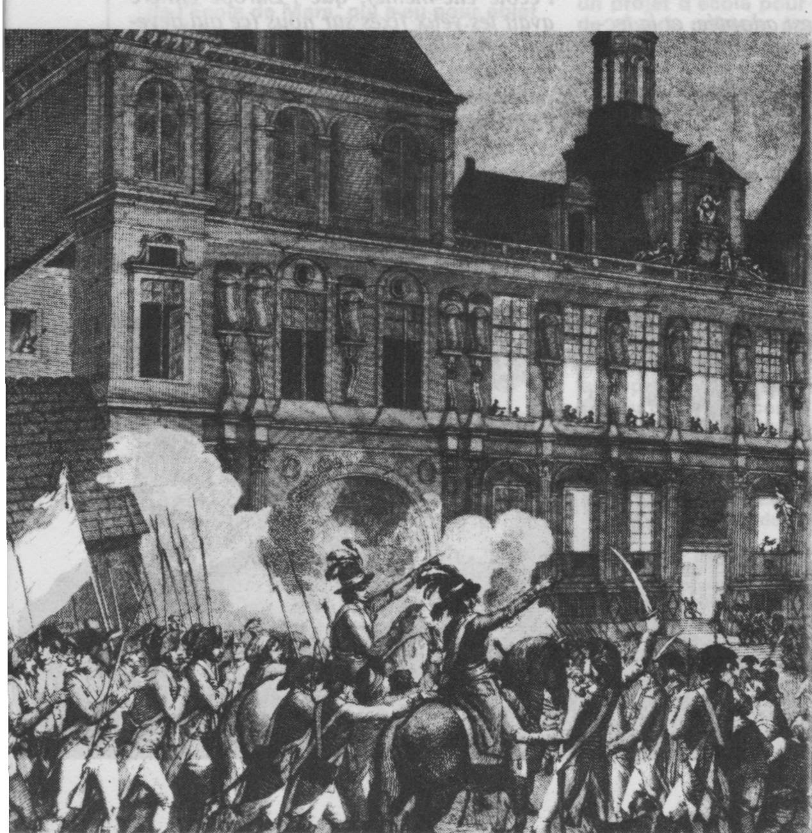
**Crée le 6 avril 1793, il fait suite au Comité de défense général institué après le 10 août. Ses pouvoirs vont s'accroître successivement surtout à partir de l'établissement du gouvernement révolutionnaire en octobre 1793. Appelé aussi Grand comité, sont travail fut considérable. S'il exerce le pouvoir exécutif, c'est lui qui prépare et propose toutes les lois et mesures nécessaires pour la défense extérieure et intérieure de la République.**

**La division du travail avait formé dans son sein, trois groupes qu'on désignait par des noms significatifs : Barère, Collot et Billaud étaient les *gens révolutionnaires* ; Carnot, Prieur et Lindet les *travailleurs* Robespierre, Saint-Just, et Couthon les *gens de la haute main* ou *triumvirat* en raison des idées de domination qui leur étaient attribuées. Lié à l'histoire de la Convention, son gouvernement fut très efficace. Il ne mérite pas les accusations qui lui furent trop souvent portés. Après le 9 thermidor son action devint peu à peu pratiquement nulle.**

## Comité de sûreté générale

**Autre Comité de gouvernement, ses attributions sont moins importantes. Il est chargé de la sûreté publique et assure la police révolutionnaire. Il surveille et dirige les 21 500 comités révolutionnaires le mettant ainsi en communication avec toutes les parties de la République. Il dépend du Comité de salut public par l'intermédiaire du bureau de haute police placé sous la direction de Robespierre. Tous ses membres, sauf le peintre David et Le Bas vont participer à la chute de Robespierre : Bayle, Lacoste, Lavicomterie, Amar, Vadier, Vouland, Dubazzan, Jagot et Louis (du Bas-Rhin).**

*Les troupes conventionnelles arrivent à l'Hôtel de ville.*






Version fantaisiste de l'arrestation de Robespierre

*vention nationale... Je viens de faire arrêter un gendarme qui était envoyé par la Commune, à Bertèche ; je vais déposer aux deux Comités la lettre qu'on a surprise sur lui''*, sans doute s'agit-il de la lettre envoyée par Le Bas et transmise par Hanriot.

La pluie tombe. La foule des curieux abandonne les points stratégiques. Les canonniers, sans ordre de la Commune, las d'attendre, se sont retirés. Sur l'ordre de Barras, les troupes conventionnelles se dirigent en deux colonnes vers l'Hôtel de ville. Celle de gauche, dirigée par Léonard Bourdon, y arrive sans rencontrer de résistance. Un groupe de grenadiers envahit l'édifice par surprise et s'introduit dans la salle du comité grâce au mot de passe communiqué par un traitre. Deux coups de feu retentissent, Le Bas s'est suicidé et Robespierre s'est fracassé la machoire. Il est près de trois heures le matin.

Pendant que Barras et ses amis arrosent copieusement leur victoire, Peyssard, à la tête d'un groupe d'élèves arrive à la Convention.

*''Les élèves de l'école de Mars désirent avoir le bonheur de défiler sous les yeux de la Convention. Nos collègues Brival et Lebœuf nos ont peints déjà les sentiments de ces jeunes républicains, l'espérance de la patrie. Lorsqu'ils apprirent que la Convention était menacée, tous pleuraient, tous versaient des larmes de rage. Ils ont couru à leurs armes. Leur impatience était telle, que, pour ne pas en retarder l'effet, tout s'écrièrent : Nous n'avons pas besoin de poudre ; il ne nous faut que des baïonnettes.*

*Ces récits excitent les plus vifs transports dans l'assemblée ; elle décrète que les élèves de Mars sont admis à l'honneur de défiler devant elle.''*

Puis, un peu plus tard,

*''Une musique guerrière annonce l'entrée des jeunes élèves de Mars au sein de la Convention. Il est difficile d'exprimer les sensations et l'intérêt que tous les spectateurs éprouvent au spectacle de leur marche militaire. On admire leur bon ordre ; déjà, sous les traits délicats de leur âge, se prononcent une physionomie mâle et la dignité de l'homme ; l'éclat de leurs armes fait leur unique parure ; ils les manient déjà avec une facilité qui excite la surprise et une douce satisfaction. Ils défilent dans la salle ; et à mesure qu'ils paraissent successivement, les applaudissements se renouvellent et semblent ne pouvoir pas s'épuiser.*

*L'un d'eux est à la barre ; il prononce un discours qui reçoit les applaudissements de ceux qui, plus près de l'orateur, ont pu l'entendre ; mais la modestie de son débit avait privé une grande partie de l'assemblée de ce plaisir.*

Peyssard : *L'adresse que vous venez d'entendre est l'ouvrage de celui qui en a fait lecture, mais la faiblesse de sa voix n'a pas permis qu'il fût entendu dans toute la salle. Pour que la Convention connaisse les sentiments qui animent les jeunes élèves de l'Ecole de Mars, je demande qu'il soit fait une seconde lecture de ce discours.*

*Cette proposition est adoptée, et la lecture du discours faite par Peyssard est souvent interrompue par les plus vifs applaudissements. Nous donnerons cette pièce textuellement.*

*On demande de toutes parts que le jeune auteur de cette adresse reçoive l'accolade fraternelle.*

*Cette proposition est décrétée. Elle reçoit son exécution au milieu des transports unanimes de l'assemblée.''*

Dans l'après-midi, les deux Robespierre, Couthon, Saint-Just, le maire de Paris, Fleuriot-Lescaut, Hanriot, Payan et dix-huit de leurs amis sont conduits sur des charrettes à la place de la Révolution pour y être guillotinés.

## ''Vivement la quille !''

La vie de caserne ne convient pas aux élèves, *parqués comme dans une prison*. Les beaux jours se terminent, ils supportent mal de coucher sur la paille, la toile légère de leur tente ne les protège pas du froid et des intempéries. Leurs instructeurs recrutés en toute hâte, sont parfois rudes et grossiers.

Les élèves avaient reçu à leur incorporation une brochure reproduisant la loi de Prairial, qui spécifiait que le camp serait levé à l'approche de l'hiver. Ce *talisman libérateur* ne les quittait pas.

Dans les premiers jours de septembre, Peyssard résolut de s'assurer des sentiments de l'Ecole. Il convoqua les élèves, en grande tenue, dans la salle d'instruction. Hyacinthe Langlois nous narre l'événement.

*''Lorsque les élèves en grande tenue se furent silencieusement établis sur l'amphithéâtre, le représentant, entouré d'une pompe militaire encore plus imposante que de coutume, essaya de donner un air paterne à sa mine naturellement arrogante et rébarbative, puis, développa lentement le motif de la réunion dans un discours amphigourique qui fut d'abord écouté avec le calme le plus profond. Ce pathos tendait à nous prouver que la patrie était une bonne mère, qui nous élevait tendrement sur son sein (nous nous y trouvions cependant un peu durement bercés), que nous lui devions en retour le sacrifice de toutes les affections étrangères à son salut (principe applaudi par l'école elle-même), que l'Europe entière avait les yeux fixés sur nous (ce qui devenait trop plaisant), mais que, pour réaliser le glorieux avenir qui nous attendait, nous ne devions cesser un seul instant de rester réunis jusqu'au moment de notre marche contre les satellites des tyrans. Bien que nous nous attendissions en quelque sorte à cette conclusion, elle fit dresser devant nous l'image de la caserne comme un*



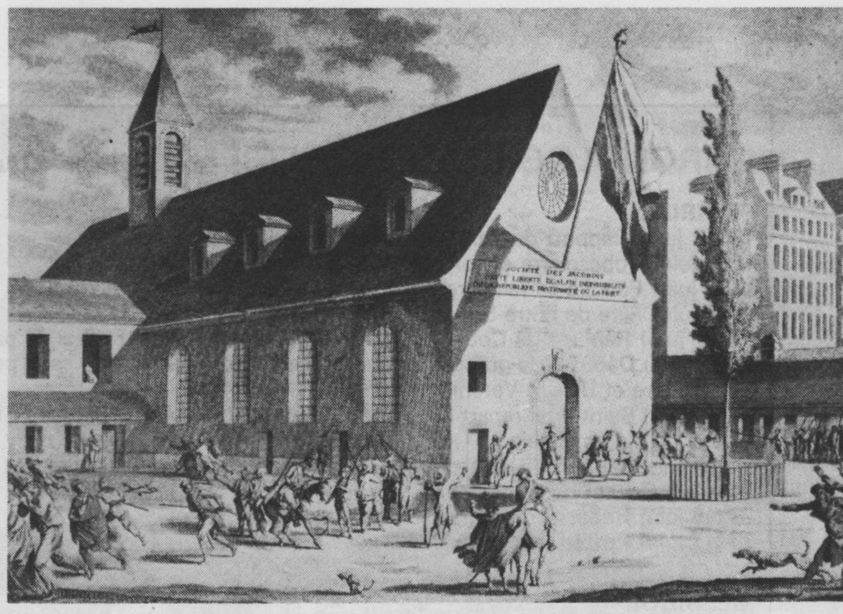
Les repas publics mélangeant riches et pauvres appelés ''banquets fraternels''

*épouvantable fantôme : aussi restâmes-nous stupéfaits, les yeux fixés sur l'orateur, et immobiles et muets comme des statues.*

*Le député de la Dordogne connaissait fort bien sans doute le proverbe "Qui ne dit mot consent", mais il était en ce moment loin de se méprendre sur la nature de notre silence ; il se fût beaucoup mieux accommodé de nos explosions d'enthousiasme et des vivats qui suivaient ordinairement la lecture des bulletins de nos vaillantes armées. Il est probable même que le cauteleux harangueur eût fait passer en fraude, comme assentiment général, la vague approbation qu'auraient pu donner à l'objet de son discours deux ou trois centuries seulement ; mais rien, pas un cri, pas un mot, pas un souffle même...*

*Peyssard, feignant alors de croire qu'il avait été mal compris, et dépouillant son discours de toutes ses fleurs de rhétorique, nous mit, comme on dit vulgairement, au pied du mur par un coup d'éperon si vivement senti, qu'il nous fit regimber avec le fracas et l'impétuosité de la foudre.*

*Il faudrait avoir vu cette scène, si chaude, si passionnée, pour se faire une idée de ces quatre mille jeunes gens, se levant spontanément en poussant ce cri unanime : Dans nos foyers !!! Il faudrait avoir vu ces quatre mille plumets s'agitant dans un étroit espace, ces quatre mille bras tendus élevant en l'air, à l'appui de la réclamation générale, quatre mille brochures d'un rouge éclatant, dans lesquelles notre volonté se trouvait sanctionnée d'avance. Il faudrait enfin avoir vu, sur son tribunal, Peyssard décontenancé,*




*Clôture de la salle des Jacobins dans la nuit du 9 au 10 thermidor*

*tremblant de colère et agitant violemment sa sonnette, tandis qu'au tumulte et aux clameurs de l'école insurgée, se mêlaient le roulement des tambours et l'accent aigu des trompettes, réclamant à grand bruit le retour du silence.*

*Lorsque le calme fut enfin rétabli, Peyssard promenant sur les gradins des regards indignés, après s'être élevé contre les suggestions perfides dont il nous disait entourés, nous déclara qu'il était parmi nous des traîtres, des faux camarades qui voulaient égarer nos opinions et nous faire enfreindre nos devoirs, puis improvisant un petit moyen de terreur : "Eh bien ! s'écria-t-il en grossissant sa voix, s'il est dans cette enceinte de mauvais citoyens qui renoncent à la tâche glorieuse qui vous est imposée, qu'ils se montrent donc, qu'ils parlent, qu'ils*




**Dernier décret concernant l'Ecole de Mars**
**paru dans le Journal des débats**

**Dans la séance, du 2 brumaire An III. Guiton (1) au nom du Comité de salut public fait un rapport sur l'institution de l'Ecole de Mars, qui a eu pour objet de faire de nouveaux essais d'éducation militaire, morale et publique, et donner aux élèves des notions nouvelles sur l'art militaire. Le rapporteur entre dans de grands développements sur le régime et les progrès des élèves ; il annonce qu'à l'avenir les mêmes instructions auront lieu pendant la belle saison pour les enfants moins âgés, et termine par faire adopter le projet de décret suivant :**

**"1 — En exécution de la loi du 13 prairial, le camp des Sablons sera levé, et les élèves retourneront dans leurs foyers ; en conséquence, il leur sera délivré des états de route pour s'en retourner dans l'ordre qu'ils sont venus.**

**2 — Les élèves emporteront leurs habits et sabres, dont ils auront la priorité.**

**3 — Les fusils, piques, chevaux et autres objets d'équipement, seront rétablis dans les magasins d'où ils ont été tirés.**

**4 — L'évacuation du camp de Mars se fera par partie, de manière qu'elle soit achevée le 15 du présent mois. Le comité de salut public règlera les dispositions de la levée du camp, pour la conservation des ouvrages qui ne peuvent être déplacés.**

**5 — Le comité est autorisé à placer dans les armées de la république ceux des élèves et des instructeurs qu'ils jugeront convenables.**

**6 — Le comité militaire fera un rapport sur les moyens d'établir à Paris, pendant l'hiver, des cours pour instruire au perfectionnement de l'art militaire.**

**7 — Le comité d'agriculture présentera un projet d'école pour l'apprentissage de divers métiers pour instruire les enfants des citoyens peu fortunés : les élèves de Mars pourront y être admis.**

**8 — La convention déclare qu'elle est satisfaite de la conduite des élèves de l'Ecole de Mars et de leurs progrès, ainsi que des instituteurs. La convention attend qu'ils conserveront l'exercice des vertus républicaines qu'on leur a fait pratiquer, et que par leur zèle et leur dévouement à la république, ils témoigneront leur reconnaissance."**

**Par article additionnel, l'assemblée décrète que le décret et le rapport seront imprimés, insérés au bulletin et délivrés à chaque élève et instructeur ; les représentants constateront la date de leur entrée au camp : ce temps leur comptera pour leur service dans les armées de la république.**

**Journal des débats et des décrets N° 760 séance du duodi 2 brumaire An III sous la présidence de Prieur (de la Marne) (23 octobre 1794)**

**(1) Il s'agit en fait de Guyton-Morveau, savant méconnu, nommé pour la seconde fois membre du comité de salut public le 15 vendémiaire An III (6 octobre 1793). Il avait été chargé de s'occuper des armes, munitions et des expériences aérostatiques. Il monta lui-même en aérostat avec un officier nommé Lomet à la bataille de Fleurus, lors des premiers essais d'observation aérostatiques.**

*s'expliquent…, qu'ils…'' Là, nouvelle interruption qui fait trembler la salle jusque dans ses fondements, et clôture de la séance, d'où sortent, la figure longue et piteuse, le représentant et les geôliers de tout grade intéressés au maintien du bercail appelé l'Ecole de Mars.*

*Malgré le complet insuccès de cette première tentative, ces messieurs imaginèrent un autre moyen dont les résultats furent encore loin de répondre à leurs désirs. Les élèves furent successivement appelés dans la tente de leurs centurions respectifs pour y manifester d'un sens plus rassis et d'ailleurs isolément livrés à des obsessions incroyables, leur intention personnelle qu'on inscrivait sur des registres ouverts à cet effet.*

*Aux phrases tyrthéennes que Peyssard nous avait inutilement débitées, succédèrent alors dans la bouche de nos chefs tous les lieux communs de cette logique captieuse avec laquelle les recruteurs de l'ancien régime emmeillaient, ce qu'ils appelaient (expression convenue) la brillante jeunesse. Hélas ! cette burlesque éloquence, qui d'ailleurs n'était plus dans le goût du temps ne séduisit presque personne, et si les récalcitrants sortaient de la tente souvent accablés de reproches et de brusqueries, le petit nombre de pauvres diables qui s'étaient laissés vaincre dans cette lutte corps-à-corps, recevaient de leur côté un assez mauvais accueil de l'immense majorité de leurs camarades.''*

Le 2 brumaire (23 octobre) la Convention décide la fin de l'Ecole et le lendemain les représentants Bouillerot et Moreau nommés pour remplacer Peyssard vont promettre aux élèves, au milieu des cris d'allégresse que la Convention nationale *maintiendrait la liberté d'aller attendre au sein de leurs foyers le retour du printemps.*




*Carte du Comité du Salut public*

**La fin de l'Ecole**

Seuls, les instructeurs sont attachés à la poursuite de cette expérience. Bien payés, ils ne souhaitent pas partir pour l'armée, aussi, vont-ils chercher, soutenus par Peyssard, à convaincre la Convention en donnant le plus d'éclat possible aux fêtes

## CHRONOLOGIE DES EVENEMENTS (1er juin - 27 juillet 1794)

**PRAIRIAL**

13 (1er juin) Rapport de Barère et **création de l'Ecole de Mars**
16 (4 juin) Robespierre élu président de la Convention à l'unanimité.
18 (6 juin) Fouché se fait élire président des jacobins
20 (8 juin) Fête de l'Etre-Suprême
22 (10 juin) Rapport de Couthon sur le tribunal révolutionnaire (Loi de prairial)
23 (11 juin) Début de la grande Terreur. Mésentente au Comité de salut public entre Robespierre et Billaud-Varenne.
25 (13 juin) Saint-Just repart en mission. Saint André annonce l'arrivée à Brest d'un convoi de blé américain.
27 (15 juin) Rapport de Vadier sur l'affaire Théot. Les girondins Guadet et Salle sont arrêtés à St-Emilion et guillotinés à Bordeaux.
28 (16 juin) Robespierre se fait remettre le dossier Théot.
29 (17 juin) Procès des *Chemises rouges.*

**MESSIDOR**

1 (19 juin) La section de la Montagne (précédemment butte des Moulins) réclame la mise en œuvre de la Constitution de 1793 donc la fin du gouvernement révolutionnaire et de la Terreur. Elle recueille plus de 2 000 signatures.
7 (25 juin) Jourdan fait capituler Charleroi. Au CSP Robespierre réapparaît. Billaud-Varenne lui reproche d'avoir fait arrêter les membres de la section de l'Indivisibilité. A Bordeaux le girondin Barbaroux est arrêté et guillotiné. Petion et Buzot sont retrouvés morts près de Bordeaux.
8 (26 juin) Victoire de Fleurus remportée par Jourdan. Robespierre demande au CSP sans l'obtenir la révocation de Fouquet Tinville.
9 (27 juin) Payan supplie Robespierre de prendre position contre le mysticisme.
10 (28 juin) St-Just rentre à Paris
11 (29 juin) au CSP Billaud, Collot et Carnot traitent Robespierre de dictateur. Celui-ci ne reviendra plus avant le 5 thermidor.
La section de la Montagne vient s'excuser à la convention de son initiative du 1er thermidor.
12 (30 juin) Couthon remplace Robespierre au bureau de police générale.
13 (1er juillet) Aux jacobins, Robespierre dénonce une conspiration contre lui. Il se désolidarise de la façon dont est appliquée la loi de prairial.
15 (3 juillet) Le CSP envoie Couthon, qui refuse, en mission à l'armée du midi pour l'éloigner de Robespierre.
Carnot s'oppose à Saint-Just notamment au sujet du décret du 7 prairial, déposé par Barère, par lequel *il ne sera fait aucun prisonnier anglais ou hanovrien,* qu'il refuse d'exécuter.
16 (4 juillet) Barère fait l'apologie de la Terreur. **1 500 élèves arrivent au camp des Sablons.**
**Présentation des élèves de la Commune de Paris**. Le conseil général de la Commune de Paris approuve la fixation d'un nouveau *maximum* des salaires.
19 (7 juillet) **Présentation à la Convention de 6 élèves au district de Maixent**
20 (8 juillet) Jourdan et Pichegru s'emparent de Bruxelles. **Ouverture solennelle de l'Ecole de Mars.**
21 (9 juillet) Robespierre s'élève contre l'application sanglante de la loi de prairial, mais refuse de dénoncer ceux qu'il met en cause.
22 (10 juillet) La Convention met fin à l'activité terroriste de Joseph Lebon à Arras.
23 (11 juillet) Aux jacobins, Robespierre obtient l'exclusion de Dubois-Crance.
24 (12 juillet) Payan critique les *repas fraternels* où *les aristocrates corrompent les sans-culottes.*
26 (14 juillet) Célébration sans éclat de la prise de la Bastille. Robespierre fait exclure Fouché des jacobins. Première réaction des sans-culottes (section du muséum) contre la Terreur.

**THERMIDOR**

1 (19 juillet) Insurrection pro-française à Genève
2 (20 juillet) Arrestation du sans-culotte Legray
3 (21 juillet) Arrestation du sans-culotte Bouchotte. Le jacobin Sijas accuse Pille de retirer de Paris la compagnie des canonniers.
4 (22 juillet) Séance commune des deux comités dans un but de conciliation
5 (23 juillet) Seconde séance en présence de Robespierre qui attaque Amar Vadier Collot et Billaud.
La réconciliation souhaitée est accueillie avec joie par la Convention. La Commune publie un nouveau *maximum* des salaires.
6 (24 juillet) Couthon célèbre aux jacobins l'union retrouvée. Trois sections réclament la mise en liberté du sans-culotte Legray.
7 (25 juillet) Grèves dans les ateliers contre le *maximum.* Barère fait l'éloge de Robespierre. Dubois-Crance, revenu de mission veut se justifier. Robespierre prépare son discours.
8 (26 juillet) Dernier discours de Robespierre à la Convention.
9 (27 juillet) Chute de Robespierre.

*La fête des élèves de l'Ecole de Mars organisée le 21 octobre à l'occasion de leur départ.*

et notamment celle des victoires. Peyssard, jacobin notoire, que l'on retrouve miraculeusement à son poste après le 9 thermidor (n'a-t-il pas favorisé l'arrestation de Bertèche, demandée par son ami E. Lacoste avec lequel il avait été en 1793 à l'armée du nord), va tout faire pour administrer le plus longtemps possible cette Ecole qu'il connaît bien.

Après le 9 thermidor, les thermidoriens et les jacobins s'entre-déchirent. Certains jacobins vont penser se rallier l'Ecole où ils possèdent de nombreux amis, mais les thermidoriens, majoritaires à l'assemblée vont s'en assurer le contrôle en y installant des hommes à eux. Dès le 30 juillet, Tallien déclare que Le Bas avait interdit l'entrée de l'Ecole à des représentants hostiles à Robespierre.

Sur sa motion, la Convention décrète l'épuration des *instituteurs* de l'Ecole et les deux comités établissent aussitôt une nouvelle liste de fonctionnaires. Peyssard va s'efforcer de protéger grand nombre de ses amis. En définitive peu d'instructeurs seront remplacés.

La Société des défenseurs de la République se présente à la Convention, le 5 septembre, pour se plaindre de *laisser des canons dans les mains de l'intrigue et de la malveillance*. Peyssard prend la défense de l'Ecole trois jours plus tard, en répliquant que les armes sont indispensables au bon fonctionnement de l'Ecole, précisant qu'*une reconnaissance sans bornes, et une soumission entière aux décrets de l'assemblée, sont les deux sentiments qui animent et animeront constamment les élèves de Mars.*

Le 11 septembre, un jacobin accuse le citoyen Carteron de tenter de désorganiser l'Ecole, le 13, Carrier est choqué par *les ennemis de la liberté qui cherchent à discréditer un si utile établissement.*

Puis Peyssard, le défenseur de l'Ecole, est chassé et remplacé par les modérés Moreau et Bouillerot.

Le Comité de salut public n'a qu'une hâte, précipiter la fin d'une institution, symbole du règne de Robespierre. Le 2 octobre, il arrête toute livraison d'effets d'habillement. Le 23 octobre, Guyton de Morveau lit à la Convention son habile rapport consacrant la fin de l'Ecole (*voir encadré*).

Les enfants vont pouvoir rentrer chez eux avec leur sabre et leurs effets d'habillement, chemises et havre-sac.

L'évacuation du camp devra être achevée le 5 novembre. Le 24 octobre, les élèves, réunis dans la salle d'instruction écoutent avec joie la lecture du décret décidant la fin de l'Ecole. De bon cœur, ils nettoient le camp, remettent le terrain dans l'état où ils l'avaient trouvé.

Le départ se fait par petits groupes qui vont s'échelonner du 26 octobre au 8 novembre. Ils reçoivent, pour leur route, la solde de canonnier de première classe, ou une livre quinze sols par journée de marche de 5 lieues.

Le 30 octobre une députation des enfants se rend à la Convention pour lui apporter l'hommage de leur reconnaissance et le serment de leur plus pur dévouement (*voir encadré*).

Certains élèves feront carrière dans l'armée, où ils seront admis comme sous-officiers ou même officiers. Quelques-uns seront employés au service d'artillerie à Meudon, d'autres entreront soit à l'Ecole des aérostiers qui vient d'être fondée, soit dans des fonderies de canons comme canonniers-ouvriers. Mais la plupart rejoindront leur ville ou leur village.

Les instructeurs reçurent leur traitement jusqu'au 21 novembre, puis furent renvoyés dans leur corps ou mis à la retraite.

Le camp, abandonné fut confié





*Premier uniforme de l'Ecole polytechnique. Canonnier de la Garde nationale, 1796.*

jusqu'en 1795 à la garde de deux concierges. Tout ce qui restait fut alors abattu et vendu.

### L'héritage de l'Ecole de Mars

Si l'Ecole de Mars a coûté cher, les bases de son organisation vont servir à la création de nouvelles écoles.

A son exemple, l'Ecole révolutionnaire de navigation et de canonnage maritime proposée le 31 décembre 1794 et décrétée le 16 janvier, ne durera que du 8 février 1795 au 23 septembre 1795.

Dès le mois de septembre 1794, le Comité de salut public décrète la création de l'Ecole centrale de travaux publics. Elle doit être ouverte le 30 novembre à 400 jeunes gens de 16 à 20 ans, ayant fait des études préliminaires et possédant des connaissances sur les éléments de mathématiques. Il ne s'agit plus, en effet, d'école patriotique où le recrutement des élèves, établi sur des bases égalitaires, est en réalité inégal sur le plan de l'instruction. Guyton de Morveau reconnaît lui-même qu'il eût fallu *reprendre en sous-œuvre la première éducation qui manquait à la plupart des élèves,* de nombreux élèves ne sachant pas même écrire.

Le Comité de salut public décide également la création de trois Ecoles de santé dites Ecoles de médecines à Paris, Montpellier et Strasbourg. S'inspirant du recrutement des élèves de l'Ecole de Mars, le Comité désire que chaque district nomme un élève, mais qui sera choisi cette fois par une commission de trois membres en fonction de ses connaissances en physique, chimie, histoire naturelle et anatomie.

Rappelons que c'est le 30 octobre 1794 que fut décidée la création de l'Ecole normale destinée à former en nombre suffisant des hommes capables d'enseigner. Cette première école, inaugurée le 20 janvier 1795 fut dissoute le 19 mai suivant.

L'Ecole de Mars, de même que l'Ecole normale sortit de cette volonté exprimée le 29 floréal an II (18 mai 1794) par le Comité d'instruction publique de *"propager l'instruction publique sur le territoire entier de la République par des moyens révolutionnaires semblables à ceux qui ont déjà été employés pour les armes, la poudre et le salpêtre".* (Procès verbaux du Comité d'instruction publique publiés par James Guillaume)

Enfin, la loi du 22 octobre 1795 créera l'Ecole des ponts et chaussées, l'Ecole des mines, l'Ecole des constructions navales et l'Ecole d'artillerie.

* * *

Que deviendront ces enfants, manipulés par les uns, récupérés par les autres, enflammés de discours patriotiques, assimilés aux jacobins, agressés par la *jeunesse dorée* mais sublimés lors des fêtes où il dépensaient l'ardeur de leur jeunesse ? Certains vont conserver la pensée jacobine et animer les clubs de leur ville natale, d'autres, comme notre ami Hyacinthe Langlois (à qui nous avons largement emprunté les souvenirs) vont épouser les thèses modérées. Une seule pensée les unit, la peur des brimades, la haine de la caserne et l'amour de la liberté !

**G. Pelletier**



# L'expo de 1937



*Le 24 mai 1937, le cortège présidentiel sur l'esplanade du Trocadéro, au premier plan le président Lebrun entouré de M. Jeanneney président du Sénat et E. Herriot président de la Chambre.*

"L'Exposition Internationale des Arts et Techniques dans la vie moderne, Paris 1937" est la dernière grande exposition qui s'est tenue en France.

Entre 1867 et 1900, quatre expositions universelles avaient été organisées tous les onze ans.

Au XX[e] siècle, ce rythme est rompu et, s'il y a encore de grandes expositions, elles n'ont plus tout à fait les mêmes objectifs. La Première Guerre mondiale a profondément remis en question la foi dans le progrès et ce n'est plus la prétention d'universalité qui sous-tend chaque projet mais plutôt un thème particulier : "Les arts décoratifs et industriels modernes" en 1925, "Les arts et techniques dans la vie moderne" en 1937. Après 1925, la fonction architecturale des expositions se confirme et 1937 est essentiellement une grande réalisation architecturale.

Les Expos de 1889 et 1900 avaient déjà laissé d'importants monuments et modifié le paysage urbain de Paris, celle de 1937 a transformé le 16[e] arrondissement et le Trocadéro : construction du Palais de Chaillot, du musée des Travaux publics (actuel Conseil économique et social) de Perret, Musée d'art moderne ou Palais de Tokyo.

C'est aussi à ce moment qu'on été installés plusieurs musées : le Musée de l'Homme, celui des Monuments français, le Musée naval, le Musée des Arts et Traditions populaires, le Palais de la Découverte, aménagé dans le Grand Palais.

Il y eut même un musée de la Littérature. Il devait, selon Paul Valéry, qui fut l'un des responsables de l'expo, décrire le difficile processus de la création littéraire à travers la présentation de manuscrits.

En 1987, la commémoration de l'Exposition internationale est organisée par les musées et institutions qui sont nés à cette occasion. Une vingtaine de manifestations ont été prévues. Parmi elles, les deux évocations réalisées par le Musée d'art moderne de la ville de Paris permettent de retrouver les temps forts de 1937.

La première reconstitue l'Exposition des "Maîtres de l'Art indépendant 1895-1937", organisée alors au musée du Petit Palais par Raymond Escholier. Sans lui, Matisse, Picasso, Derain, Modigliani et les autres représentants de l'art moderne n'auraient pas eu une telle place à l'Exposition internationale et l'académisme l'aurait largement emporté. Si. R. Escholier fit ainsi preuve d'audace, il dut accepter le compromis et, pour ne point trop choquer, il refusa les œuvres abstraites, celles de Mondrian ou de Kandinsky, qui furent réunies au Jeu de Paume dans une autre exposition appelée "Origine et développement de l'Art international indépendant."

La seconde est présentée par l'Institut français d'architecture. Elle s'intitule "Paris 1937" et évoque l'ensemble des bâtiments et les trois cents pavillons construits à cette époque. Les deux pavillons de l'Allemagne et de l'URSS sont restés célèbres dans leur face à face, délibérément choisi par la direction française de l'Exposition, et prémonitoire de l'affrontement à venir.

La conception architecturale de l'Exposition reflète tout à la fois la recherche d'un projet harmonieux et la difficulté à le réaliser dans le contexte de crise économique et politique des années 30.

En août 1937, Jacques Greber, architecte en chef de l'Exposition tire "la leçon de l'Exposition" et il écrit dans la revue "l'Architecture Aujourd'hui" : *"Si l'Expo avait été décidée cinq ou six ans avant son ouverture, j'aurais certes préconisé un emplacement d'extension urbaine, plus particulièrement la création d'un grand parc futur, avec quelques édifices publics permanents, utiles au développement du Grand Paris."*

Dans la même revue, l'urbaniste Alf Agache va plus loin. Pour lui, *"c'est impressionnant et même ahurissant,*




**1er mai** : Le parlement décrète cette date comme fête nationale.
Etranger : le gouvernement irlandais publie la Nouvelle Constitution.
Les *bedoucettes* pièces de nickel de 5 francs sont retirées de la circulation.
**2 mai** : Le pilote français Maurice Arnoux effectue le raid Paris-Alger-Paris (2 750 km) sans escale en 264 km de moyenne horaire.
**3 mai** : Evacuation de la population civile de Bilbao en Espagne avec le concours de navires français et anglais.
**4 mai** : Troubles graves en Catalogne.
**5 mai** : Gouvernement provisoire constitué à Barcelone sous la présidence de M. Companys.
**6 mai** : Le zeppelin allemand *Hindenburg* explose et s'enflamme en atterrissant à Lakehurst aux Etats-Unis. 34 morts.
**8 mai** : Le gouvernement de Léon Blum obtient un vote de confiance de 380 voix contre 199.
**12 mai** : Sacre de Georges VI et Elisabeth dans l'abbaye de Westminster à Londres.
**15 mai** : Espagne : démission du cabinet Largo Caballero.
**16 mai** : Le bol d'or motocyliste est remporté par Tabart à la moyenne de 78 km 730.
**17 mai** : Espagne : Juan Negrin constitue le nouveau cabinet à Valence.
Le bol d'or automobile est remporté par Charles Rigoulot en 24 heures à la moyenne de 88 km 070.
**18 mai** : L'ambassadeur d'Espagne à Paris, Luis Araquistain donne sa démission.
**21 mai** : Un câble destiné aux émissions de télévision est installé sur la tour Eiffel qui devient de ce fait le poste émetteur le plus puissant du monde.
Le gouvernement anglais demande à la France et l'Allemagne de participer à un appel aux deux parties luttant en Espagne pour la conclusion d'une trêve qui permettrait aux volontaires étrangers d'être rapatriés.
**22 mai** : Les aviateurs Doret et Micheletti s'envolent du Bourget dans le but d'atteindre Tokio en moins de 100 heures.
**23 mai** : L'Irlande bat la France 2 à 0 aux Internationaux de football à Colombes.
L'Olympique de Marseille est champion de France.
**24 mai** : Inauguration par le Président de la République de l'Exposition Internationale des Arts et Techniques.
**25 mai** : Le ballon stratosphérique du professeur Piccard prend feu à Bruxelles.
**26 mai** : Jacques Doriot, chef du parti populaire français, maire de Saint-Denis, est révoqué de ses fonctions administratives par le gouvernement.
Albanie : Un mouvement révolutionnaire est reprimé dans le sud du pays. Son chef Etem Toto est tué.
A Genève réunion de la SDN, l'Egypte est admise à l'unanimité.
Paul de Yougoslavie et sa femme reçus à l'Elysée.

*comme une tempête ou un grand incendie, mais le plan de composition reste introuvable."* En effet, à l'exception de l'esplanade du Trocadéro, il n'y a pas de plan directeur dans la disposition des différents pavillons. Maurice Barret va même jusqu'à parler de *foire* et de *désordre.* Par contre, en rupture avec l'héritage stylistique de l'Art déco, l'architecture des Palais du Trocadéro est un retour au classicisme.

Cette tendance est nettement affirmée le 13 février 1936, lors du débat budgétaire, par le député Julien Durand, rapporteur de la commission des finances : *"l'ancien Trocadéro, dont la silhouette exotique, hispano-mauresque ne parvint jamais à s'incorporer au paysage parisien, fera place à un monument dont les lignes, malgré leur modernisme, seront bien dans la tradition monumentale des Mansart, Gabriel, Ledoux, Percie, Fontaine, etc."* C'est dans cet esprit que l'édification des Palais est finalement confiée en 1936 à trois architectes peu connus jusque là : Carlu, Boileau, et Azema. Là encore, on retrouve la recherche d'un compromis entre innovation et tradition, entre classicisme et modernité.

Toutefois, les audaces de l'architecture moderne sont présentes dans la réalisation de certains pavillons comme ceux de l'Espagne, de la Finlande et de la Tchécoslovaquie. On les trouve aussi dans trois pavillons : celui de l'électricité et de la lumière, par Mallet-Stevens, celui de Saint-Gobain, entièrement construit en verre, et celui de la publicité, conçu comme un support publicitaire.

Ces réalisations s'inscrivent pleinement dans l'esprit du projet initial. Elles esquissent la synthèse entre Art et Industrie et, comme le rappelle Edmond Labbé dans son rapport général, elles montrent qu'*aucune incompatibilité n'existe entre le beau et l'utile, que l'art et les techniques doivent être indissociablement liés...*

Dans le Palais de l'Electricité, Raoul Dufy a exécuté une gigantesque allégorie sur l'histoire de l'électricité. Devant cette "Fée électricité", les responsables de la Compagnie parisienne d'Electricité ont installé le plus grand dijoncteur du monde.

D'autres artistes interviennent en harmonie avec le thème des pavillons et les ensembles décoratifs de Robert Delaunay pour le Palais de l'Air et celui des Chemins de fer ont eu beaucoup de succès. Enfin, en 1937, l'architecture moderne est aussi représentée par Le Corbusier, qui ne fut pas retenu lors du Concours pour le Palais de Tokyo, mais qui installa porte

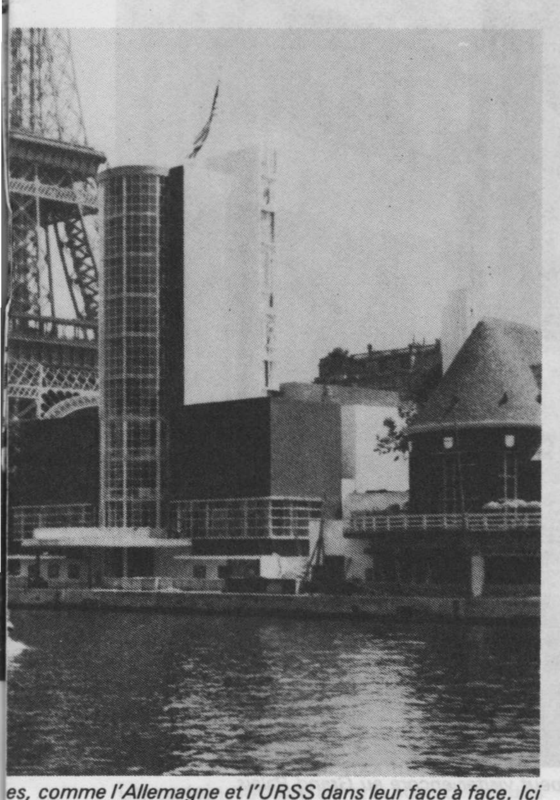

*Au pied de la Tour Eiffel, les grandes nations sont représent les pavillons de Suède, de la Tchécoslovaquie et des USA*

Maillot le "Pavillon des Temps nouveaux", entièrement composé avec des toiles de tente.

Le programme de l'Exposition avait été défini en 1934, dans le contexte de la crise économique qui s'est lourdement fait sentir pendant toute la préparation. Très vite, les organisateurs exprimèrent le vœu de faire de cette manifestation un remède à la crise et, le 1er avril 1936, le *Magazine*

*Commissariat général de l'Exposition 1937.*
*De gauche à droite : MM. Paul Léon, Martzloff, Labbé, G. Amand, Imbert, Morane.*


*Officiel* de l'Exposition annonce qu'avec les crédits récemment votés, la préparation *va représenter pour les artisans et les artistes deux millions et demi de journées de travail... Les commandes données aux artistes pour la décoration sculpturale et picturale des Musées d'art et du Nouveau Trocadéro ont remis au travail soixante-quinze artistes et vont occuper sous les*



*es, comme l'Allemagne et l'URSS dans leur face à face. Ici*

*ordres plusieurs centaines d'artisans.*

Mais tout cela ne s'est pas réalisé sans heurts et, le 11 juillet 1936, l'architecte René Herbst, auteur du projet pour le Pavillon de la publicité et président de "Syndicat des artistes décorateurs modernes", attire dans une lettre l'attention du ministre du Commerce sur de graves carences dans l'organisation. Il signale les nombreuses demandes d'artistes qui n'ont pas reçu de réponse et il se plaint au nom de ceux "qui ont été choisis par les services compétents, qui depuis plus d'une année travaillent en vue de l'Exposition et qui attendent encore un centime d'honoraires."

Avec la victoire du Front Populaire au printemps 1936, la préparation de l'Exposition se fait aussi dans un contexte politique et social très animé et parfois tendu. En 1937, quelques semaines avant l'inauguration, alors que le gouvernement doit faire face à des nombreuses difficultés, Léon Blum constate lui-même "qu'une singulière loi de l'histoire veut que depuis soixante ans nos expositions aient toujours été accompagnées ou suivies de graves crises politiques."

De fait, si les ligues ont été dissoutes le 18 juin 1936, cela n'empêche pas les affrontements entre le PSF du colonel de la Rocque et les partisans du Front populaire, les plus graves ayant eu lieu à Clichy le 16 mars 1937. Après l'intervention des forces de l'ordre et le déclenchement d'une fusillade, on ramassa des morts et des blessés parmi les militants du Front Populaire.

Sur les chantiers de l'Exposition, les grèves de mai-juin 1936 ont été aussi importantes que dans les autres secteurs d'activités et elles se poursuivent en 1937. La progression des travaux s'en trouve sérieusement ralentie et l'inauguration, d'abord prévue le 1er mai par Léon Blum, est reportée au 24 mai. Ce jour-là, la plupart des pavillons français sont inachevés, à l'exception de celui de la Presse. Toutefois, si ce retard s'explique en partie par le climat économique et social de 1936-37, il n'a rien de très exceptionnel et, à la veille de l'exposition de 1900, les travaux n'étaient pas achevés. La plupart des chantiers d'Expositions universelles au XIXe siècle ont été marqués aussi par des grèves importantes : en 1876, en 1888, en 1900. Dans des conjonctures économiques et sociales souvent peu favorables, caractérisées notamment par le chômage, l'urgence des délais d'exécution pour ces grandes manifestations




*Statistiques sur le chômage parues dans l'almanach Hachette de 1938*

pouvait temporairement favoriser la satisfaction des revendications salariales et les ouvriers en avaient conscience.

Le 24 mai 1937, Albert Lebrun, Président de la République, Léon Blum, Président du Conseil, et Edouard Herriot, Président de l'Assemblée nationale, inaugurent l'Expo à 15h30.

Elle s'étend sur 105 ha avec 44 participations étrangères et, de part et d'autre de la Seine, elle reprend les mêmes emplacements que ses grandes devancières entre la Concorde et la colline de Chaillot. Les pavillons de la France d'outre-mer sont réunis dans l'île des Cygnes, et il n'est pas question d'une réalisation aussi monumentale que lors de l'Exposition coloniale de 1931. Pour s'inscrire dans le cadre des "Arts et Techniques dans la vie moderne", l'accent est mis sur le travail artisanal et sur le décor




Doret et Micheletti capotent au cours d'un atterrissage forcé dans l'île de Skikokn à 700 kms de Tokio. Ils sont légèrement blessés.

**27 mai** : Inauguration du pont Golden Gate long de deux kilomètres qui relie San Francisco à Oakland.

**28 mai** : Grande-Bretagne : Démission du cabinet Balwin, qui est réformé par M. Neville Chamberlain.

Le ministre de l'Economie nationale du Reich est reçu par Léon Blum.

**29 mai** : La SDN, à Genève, prend une résolution en faveur du retrait des étrangers combattant en Espagne.

**30 mai** : Bombardement du navire allemand *Deutschland* participant au contrôle des frontières espagnoles par des avions espagnols.

La langue française est instituée langue officielle dans la province du Québec.

**31 mai** : Japon : Démission du cabinet Hayashi.

L'Allemagne et l'Italie se retirent du comité de non-intervention à la suite du bombardement du navire allemand *Deutschland* par des avions gouvernementaux espagnols.

Par représailles, des navires de guerre allemands bombardent Almeria.






**1er juin** : M. Henry Simond crée un nouveau quotidien, l'*Epoque*.

Japon : Le prince Konoya forme un cabinet d'union nationale.

**3 juin** : Le duc de Windsor épouse Mrs Warfield au château de Caudé en Indre-et-Loire.

Espagne : Mort du général Mola chef des troupes nationalistes de l'armée du Nord. Il est remplacé par le général Davila.

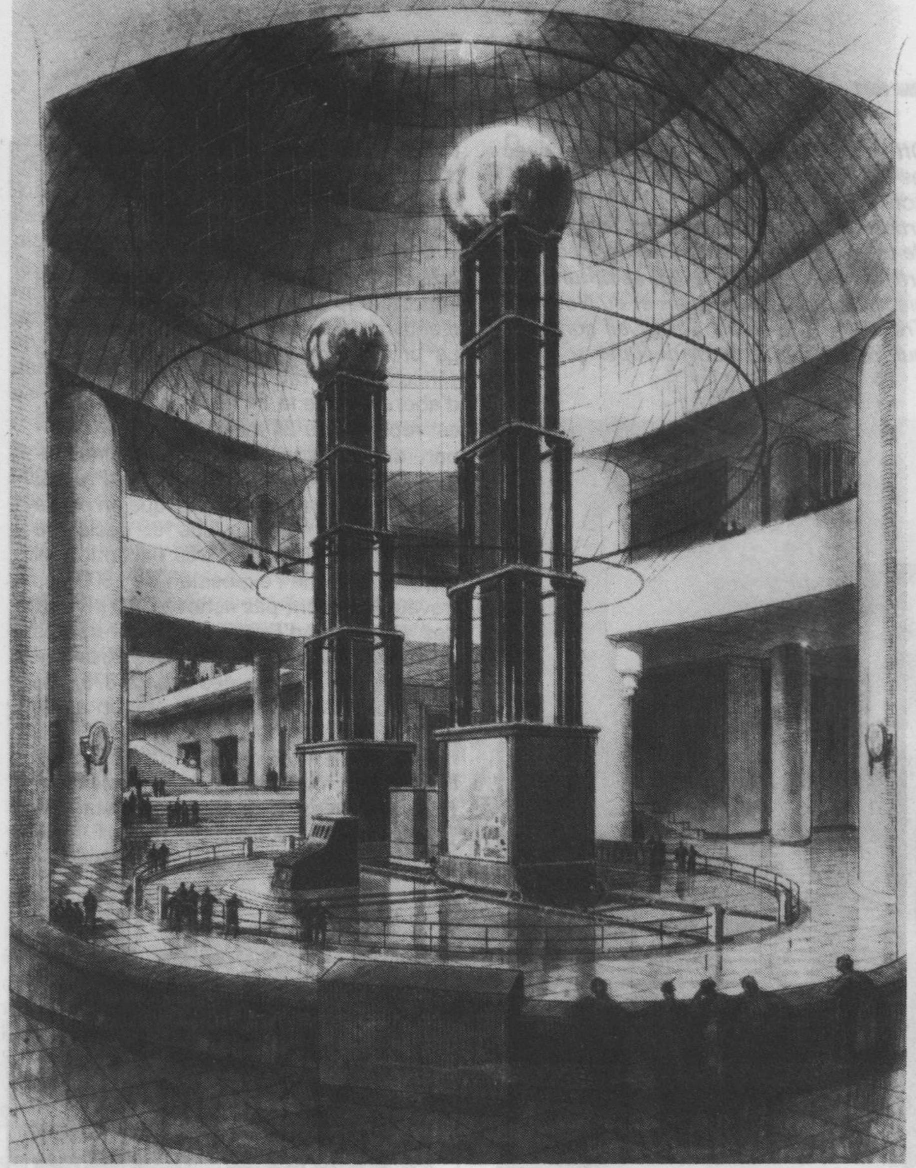
**8 juin** : Pierre Nord reçoit le grand prix du roman d'aventure pour son livre : *Double crime sur la ligne Maginot.*

**10 juin** : Le "collectif" est voté par le Sénat, mais la politique financière du gouvernement est critiquée.

**11 juin** : URSS : le maréchal Toukhatchevski et sept généraux sont fusillés à




Moscou pour trahison par un tribunal militaire.
**12 juin** : Accord à Londres entre la France, l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie pour la reprise du contrôle international de la non-intervention en Espagne.
**13 juin** : Genève : les habitants se prononcent pour l'interdiction du parti communiste.
Inauguration d'un monument à la mémoire d'Aristide Briand devant le ministère des Affaires étrangères à Paris.
Georges Speicher devient champion de France professionnel sur route à Montlhéry.
**14 juin** : Le taux d'escompte est porté de 4 à 6 %.
**15 juin** : Le Gouvernement demande au Parlement les pleins pouvoirs financiers jusqu'au 31 juillet. La Chambre adopte le projet.
Le roi Farouk 1er arrive à Paris.
**16 juin** : Le général Beck, chef de l'état-major général allemand s'entretient, à Paris, avec le général Gamelin son collègue français.
**17 juin** : Devant l'attaque des troupes nationalistes, le gouvernement basque de Bilbao quitte la ville.
Un tableau de Fragonard, représentant Rosalie Fragonard fille du peintre est adjugé 1 450 000 F à l'Hôtel des Vente de Paris.
Mme Annabella, lauréate de l'Exposition cinématographique de Venise, reçoit la coupe Volpi, pendant que *La Grande Illusion*, film réalisé par Jean Renoir est projeté sur les écrans parisiens.
**18 juin** : Mort à 74 ans de Gaston Doumergue ancien président de la République.
**19 juin** : Prise de Bilbao par les troupes du général Franco.
**20 juin** : Jacques Doriot qui se représentait devant les électeurs pour le siège de conseiller municipal, à Saint-Denis, est battu par la liste du Front Populaire. Il donne sa démission de député.
Le cabinet présidé depuis un an par Léon Blum démissionne à la suite d'un désaccord avec le Sénat concernant les pleins pouvoirs financiers.
A Genève inauguration d'un monument élevé à la mémoire d'Albert Thomas premier directeur du BIT (Bureau International du Travail).
Les 24 heures du Mans sont emportés par Wimille et Benoist avec 3.287 km 938.
**22 juin** : Camille Chautemps, sénateur du Loir-et-Cher, forme un nouveau ministère avec la collaboration de la SFIO.
Président du Conseil : Camille Chautemps
Vice-président, sans portefeuille : Léon Blum.
Ministres d'Etat : Albert Sarraut, Paul Faure et Viollette
Défense nationale : Edouard Daladier
Affaires étrangères : Yvon Delbos
Justice : Vincent Auriol
Intérieur : Max Dormoy
Finances : Georges Bonnet


*Les innovations du Palais de la découverte qu'on peut visiter encore au Grand Palais.*

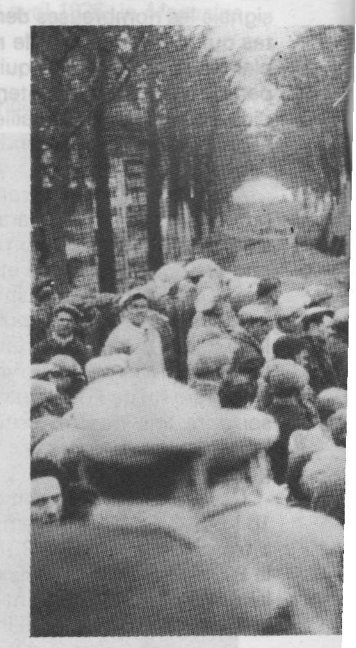
de la vie locale. Sur la rive gauche, il y a aussi un centre des métiers où travaillent des artistes décorateurs et un centre régional.

Bien que tous les espaces ne soient pas ouverts avant juin et bien que la grande salle de 3 500 places du Palais de Chaillot n'ait même ouvert qu'à l'automne, l'Exposition est un succès et elle accueille 34 millions de visiteurs en six mois. En nocturne, des "Fêtes de la lumière et de l'eau" sont organisées. Les progrès de la sonorisation permettent d'associer le son à la lumière et, des hauts-parleurs cachés dans les arbres diffusent les créations contemporaines de Honnegger, Auric et Milhaud. Dix-huit spectacles ont ainsi été prévus au calendrier de l'Exposition, et la lanterne du phare d'Ouessant, qui est à l'époque la plus puissante du monde, est associée aux illuminations.

Les sciences occupent aussi une large place à l'Exposition avec l'ouverture du Palais de la Découverte dans le Grand Palais. On y trouve à la fois la présentation des recherches en cours sur l'atome, la fameuse salle des décimales de $\pi$ (Pi), et le spectaculaire générateur électrostatique de Van de Graaf installé par Lozard et Joliot et perçu comme "machine à faire des orages".

Dans sa conception, le Palais de la Découverte est caractéristique du contexte des années 30. Alors qu'avec la crise l'industrie est grippée, la recherche scientifique s'affirme comme le moteur du progrès. Jean Perrin, fondateur du service national de la recherche scientifique qui est l'ancêtre du CNRS, affirme qu'"une Exposition des techniques où le rôle de la découverte ne serait pas mis en lumière, serait comme une belle statue sans tête."

Et puis, tandis que certains profitent de


*Les délégués de la CGT discutent avec les ouvriers d'un chantier de l'Exposition pendant une grève dans les premiers mois de 1937*



*L'ouverture de l'Exposition devait avoir lieu le 1er mai (Blum en 1936).*

la crise pour parler de "faillite de la science", le Palais de la Découverte et le Congrès Descartes organisé pour le tricentenaire de la publication du "Discours de la Méthode" réhabilitent raison classique et science expérimentale.

Le succès de l'Exposition est largement favorisé aussi par les "media". A la publicité traditionnelle des journaux s'ajoutent la radio et le cinéma.

Le pavillon du cinéma se situe entre les piliers de la tour Eiffel et pour la première fois, la télévision est montrée au public. Un certain nombre de prix sont distribués dont un "Grand Prix du film français de l'Exposition de 1937". La radio a aussi un pavillon monumental et elle effectue des reportages permanents sur les diverses manifestations.

Devant le succès de l'Exposition, les députés votent une motion pour prolonger en 1938 mais le Sénat refuse et la clôture a lieu le 28 novembre.

Après l'extinction des feux de la fête, toutes les menaces de la tension internationale reviennent avec force. L'exposition ne les avait pas éludées avec le face à face des pavillons de l'Allemagne et de l'URSS et avec le Guernica de Picasso présent dans le pavillon de l'Espagne.

La Tour de la Paix édifiée sur la colline de Chaillot à la demande des organisateurs apparaît comme un vœu pieux devant la montée des périls. En dehors de l'Exposition, la réalisation par J. Renoir de la *"Grande Illusion"* a été l'événement cinématographique de l'année 1937 mais la sagesse des "hommes de bonne volonté" ne suffit plus a enrayer l'inéluctable marche à la guerre. En Espagne, la chute de Bilbao annonce celle de la République, en Asie le Japon a déclaré la guerre à la Chine et en Allemagne Hitler annonce à son état-major que le moment est venu d'aller plus loin et d'amorcer les conquêtes.

A l'Exposition, Michel Leiris a vu Guernica et dans les "Cahiers d'art", il écrit "Faire-Part" : "En un rectangle noir et blanc telle que nous apparaît l'antique tragédie, Picasso nous envoie notre lettre de deuil : toute ce que nous aimons va mourir et c'est pourquoi il était à ce point nécessaire que tout ce que nous aimons se résumât, comme l'effusion des grands adieux, en quelque chose d'inoubliablement beau."

**Xavier Ryckelynck**





**Bibliographie :**
— "L'Illustration" 1937 : numéro spécial
— "Le Monde" : 21 mai 1987
— "Le Monde" : 13 juin 1987
— "Le Livre des expositions universelles 1851-1989". Paris, *éditions des Arts décoratifs*, 1983, 353 p.
— "Paris 1937 : cinquantenaire" : catalogue de l'Exposition réalisé par l'Institut français d'architecture et Paris-Musées, au Musée d'art moderne de la ville de Paris du 13 mai au 30 août 1987.





Marine de guerre : César Campinchi
Air : Pierre Cot
Education nationale : Jean Zay
Travaux publics : Henri Queuille
Commerce : Fernand Chapsal
Agriculture : Georges Monnet
Colonies : Marius Moutet
Travail : André Février
PTT : J.B. Lebas
Santé publique : Marc Rucart.

**22 juin** : A la suite de l'attaque du croiseur *Leipzig* qui aurait été faite le 19 juin par des sous-marins gouvernementaux espagnols, l'Allemagne demande au comité de Londres : 1° que les quatre puissances fassent une démonstration navale devant Valence. 2° qu'un avertissement soit adressé aux gouvernementaux, les menaçant de représailles. 3° La livraison des sous-marins opérant dans les eaux espagnoles. L'Angleterre et la France refusent la démonstration devant Valence.
Gustave Humery conserve son titre de champion d'Europe des poids légers le jour où Joë Louis devient champion du Monde toutes catégories.

**23 juin** : Graves manifestations à Bruxelles où des milliers d'anciens combattants protestent contre l'amnistie.

**25 juin** : Les décrets concernant l'application des 40 heures dans l'hôtellerie, les restaurants et les cafés paraissent à l'Officiel.

**26 juin** : Les hôteliers, cafetiers et restaurateurs décident la fermeture de leurs établissements le 3 juillet pour protester contre les charges nouvelles créées par l'application de la loi de 40 heures.

**28 juin** : Un conseil de cabinet conclut à la demande des pleins pouvoirs gouvernementaux sans limites ni réserves.
Espagne : M. Companys reforme un nouveau cabinet en Catalogne.

**29 juin** : Le gouvernement Chautemps obtient un vote de confiance par 393 voix contre 142. Pour conjurer la crise financière des mesures sont envisagées : relèvement des impôts, des droits et des taxes, arrêt des dépenses, convention avec la Banque de France ; lutte contre la spéculation. Les bourses des valeurs et de commerce sont fermées par décision du gouvernement.

**30 juin** : P.E. Flandin expose la situation financière devant le Parlement. Vingt milions dans les caisses de l'Etat ; emprunt de 400 millions à la Caisse des Dépôts et Consignations pour faire face aux paiements, sorties d'or de plusieurs milliards en une quinzaine.
Les pleins pouvoirs réclamés par le gouvernement sont votés par le Parlement.



# POLITIQUE ET PHILATELIE




## Les débuts du timbre-poste

De Cérès (baptisée Liberté pour la circonstance) à Marianne, les vignettes d'affranchissement, plus connues sous leur nom de timbres-poste, permettent de suivre les changements de régime, les fluctuations politiques, depuis la seconde moitié du 19e siècle jusqu'à nos jours. Nous en évoquons ici quelques aspects ; on pourra selon les goûts trouver dans ces anecdotes le côté ''philatéliste'', le côté historique, voire le côté politique — sans oublier parfois l'esthétique.

Un jour, sir Rowland Hill s'arrête dans un pauvre village d'Irlande, entre dans une auberge et demande à se rafraîchir. Il est servi par une jeune fille de dix-huit ans environ, qui, au bout de quelques instants de conversation, confie à l'étranger qu'elle a un fiancé qui habite Londres et qui doit venir l'épouser sitôt sa fortune faite.

Sir Rowland s'informe complaisamment si ce fiancé est absent depuis longtemps, et il apprend qu'il y a deux années qu'il est parti.

''Mais vous avez de ses nouvelles au moins ? ajoute-t-il.

— Je crois bien, Votre Honneur, il m'écrit toutes les semaines !

— Toutes les semaines ?

— Toutes !

— Mais les lettres coûtent cher pour parvenir de Londres ici ; comment faites-vous pour payer le port ? Vous êtes donc riches ?''

La jeune fille, en souriant, lui raconta alors qu'elle ne pourrait acquitter une si grosse dépense, mais qu'elle a trouvé un moyen. A l'aide de signes convenus avec son fiancé et disposés sur l'adresse d'une certaine manière, ils n'ont qu'à voir la souscription pour deviner ce que les lettres contiennent, de sorte qu'ayant reçu et expédié plus de cent lettres, ils n'ont pas encore payé un penny de port !

Sir Rowland Hill trouva le procédé ingénieux, mais il réfléchit qu'il portait un furieux préjudice à l'administration du Post-Office. Aussi, en étudiant la question, il fut frappé des taxes élevées et arbitraires qui pesaient sur le service des postes, et, en 1837, il exposa dans une brochure demeurée célèbre : Post-Office Reform, un projet basé sur une taxe uniforme d'un penny.

Cette brochure fut lue avidement par le public, qui accueillit d'enthousiasme l'idée émise. La presse prit chaudement parti pour la réforme, et des pétitions nombreuses vinrent de toutes les villes du royaume jusqu'au parlement.

La réforme semblait mûre ; il allait de soi qu'elle devait être adoptée ; mais il fallut vaincre l'obstiné secrétaire général du Post-Office, le colonel Maberly, qui trouvait que tout était bien et que la réforme ne ferait pas écrire une lettre de plus. Malgré lui, le projet fut adopté le 1er janvier 1840, et la taxe de 1 penny pour les lettres ne dépassant pas quinze grammes fut mise à exécution.




*2 des 3 000 projets soumis à l'examen de Rowland Hill*




*C'est celui-ci qui fut adopté.*

Contrairement à ce que pensait le colonel Malberly, ce système permit un développement considérable du service postal.

Rowland Hill fut largement récompensé : on lui donna un don national et une pension et il vint occuper la place de secrétaire, du Post-Office.

Il mourut au mois de septembre 1879, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, après avoir vu ses idées admises dans tous les pays. On lui a élevé une statue à Londres, près de la Bourse.

**Emile de Girardin défend le projet**

En France, la question fut posée pour la première fois dans la séance de la Chambre, le 21 juillet 1839. Elle fut combattue par M. Passy, le ministre des Finances d'alors, qui prononça cette phrase mémorable : "Il est possible, il est même probable qu'il y a des améliorations à apporter à la taxe des lettres ; mais pour la réduction demandée, je crois qu'il sera prudent d'attendre les résultats de l'expérience anglaise."

Le 15 mai 1841, M. de la Ziseranne, appuyé par M. Glais-Bizoin, revint à la charge, mais ne convainquit pas ses collègues.



*Emile de Girardin.*

Le 7 février 1845, on vota sur une proposition de M. de Saint-Priest concluant à la réduction des taxes à 20 centimes. 170 voix votèrent contre, 170 voix pour. Le président de la Chambre déclara que la proposition était rejetée.

Le 22 février 1847, M. Glais-Bizoin présenta un nouveau projet qui fut pris en considération. Le rapport déposé par Emile de Girardin, le 17 avril, est le plus complet qui ait été fait sur la matière. Il fut développé par son auteur.

"Seule, depuis vingt ans, la taxe des lettres est restée stationnaire, en France ; car en Angleterre, en Espagne, en Russie, la taxe uniforme a été adoptée ; aux Etats-Unis, en Autriche, en Prusse, en Sardaigne, le port des lettres a été plus ou moins abaissé.

"Il est vrai qu'en 1673 le port de la lettre simple, qui varie aujourd'hui de 10 centimes à 1,20 F, n'était que de 10 à 25 centimes. Loin de faire aucun progrès dans la voie où




Boîte à Lettres 1850

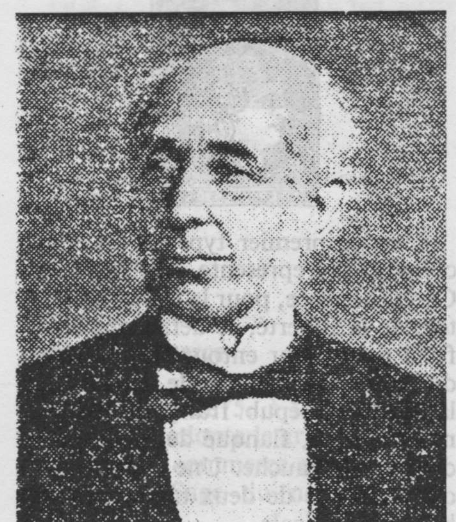
l'Angleterre nous a devancés, nous avons donc rétrogradé de plus d'un siècle et demi."

M. de Girardin résumait, dans le tableau suivant, le port moyen d'une lettre pour les divers Etats :

Angleterre (taxe unique) 10 centimes
Prusse (8 zones)........ 26 centimes
Espagne (taxe unique).. 27 centimes
Etats-Unis (3 zones).... 29 centimes
Sardaigne (7 zones).... 34 centimes
Autriche (2 zones)..... 34 centimes
Russie (taxe unique).... 40 centimes
France, tarif de 1827... 43 centimes

Ainsi la France venait la dernière dans ce résumé. Plus loin, il comparaît les diverses phases de la taxe : D'après le tarif de 1673, la lettre coûtait 25 centimes ; de 1703, 50 centimes ; de 1759, 70 centimes ; de 1791, 75 centimes ; de l'an IV, 90 centimes ; de l'an V, 75 centimes ; de l'an VIII, 1 F ; de 1827, 1,20 F.

C'était passablement ridicule, ce progrès à rebours ; il eût dû toucher les députés. Eh bien ! malgré les efforts d'Emile de Girardin, malgré de piètres défenses du système en vigueur présentées par le ministre des Finances, M. Dumor, par MM. de Rainneville, de Gasparin, le projet fut rejeté encore une fois.



*Etienne Arago.*

**La République adopte le projet**

Sous la Deuxième République, le 24 août 1848, M. Duclerc, au nom du gouvernement provisoire et M. Etienne Arago directeur des postes, déposaient un projet de taxe unique, qui, développé par M. de Saint-Priest, était enfin adopté et promulgué, le 30 août 1848, au Journal Officiel.

La taxe était de 20 centimes pour toute lettre ne dépassant pas 7,5 gr.

L'article 5 seul nous intéresse en entier ; le voici : "L'administration des postes est autorisée à faire ven-




dre, aux prix de 20 centimes, 40 centimes et 1 F, des timbres ou cachets dont l'apposition sur les lettres suffira pour en opérer l'affranchissement.''

Le timbre-poste français était créé.

La fabrication des vignettes fut exécutée à la Monnaie de Paris, sous la direction de M. Pelouze. La gravure demanda six semaines de travail.

Le 1er janvier 1849, le 20 centimes, impression noir sur papier blanc ou jaunâtre, fut mis en vente, bientôt suivi du 1 F, rouge clair (vermillon).




C'est le premier type. Il est bien connu : il représente une tête de Cérès, baptisée, pour la circonstance, tête de la Liberté, se détachant d'un fond de couleur entouré d'un cercle de perles. En haut s'étale, en abrégé, la légende : Répub. franç. ; en bas, le mot : Postes, flanqué de la valeur à droite et à gauche. Une légère grecque entourée de deux traits, sert de bordure verticale.

Le 1er décembre 1850, une circulaire annonce que le 1 F vermillon sera désormais imprimé en rouge carmin foncé, afin qu'on ne le confonde pas avec le 40 centimes qui va paraître, et qui sera imprimé rouge vermillon. Ce 40 centimes n'est émis qu'en février 1850.

La variété de 1 F rouge vermillon est si rare qu'elle cote actuellement en neuf, 300 000 de nos francs (1).

Le 14 novembre 1849, le gouvernement étant à court d'argent, on modifie la taxe ; le timbre de 20 centimes noir est supprimé, et trois nouvelles valeurs sont créés :
Le 10 cent. jaune bistre ;
Le 15 cent. vert foncé ;
Le 25 cent. bleu.

Pendant cette transformation, il est arrivé un petit incident.

Dès l'apparition du 20 centimes noir, on avait été peu satisfait de cette nuance, qui ne permettait qu'imparfaitement de voir l'oblitération : aussi on avait décidé qu'il serait imprimé dorénavant en bleu. Un tirage fut effectué, mais resta dans les casiers de l'administration. Sur ces entrefaites, l'augmentation des tarifs dont nous parlons ci-dessus arriva, et la taxe de 25 centimes fut substituée à celle de 20 centimes. On craignit que le délai de six semaines fixé par le décret ne permit pas d'exécuter la nouvelle valeur, et l'on transforma quelques feuilles de timbres bleus de 20 centimes en 25 centimes au moyen d'une surcharge en lettres italiques et à l'encre rouge.

Les nouveaux timbres furent livrés à temps, et aucun timbre de 20 centimes bleu, ni de 20 centimes surchargé 25, ne fut vendu au public. Seuls quelques exemplaires furent mis dans la collection officielle du ministère des Finances ; cette collection fut dispersée, au moment de l'incendie de cet édifice pendant la Commune, et on ne connaît que quelques exemplaires officiels de cette curieuse émission. Le docteur Legrand, de Neuilly, un célèbre collectionneur, possédait un de ces types authentiques, qu'il reçut d'une des personnes qui avaient participé à l'émission ; c'est un des rares types connus comme véritables.

En 1862, pour faire plaisir à certaines personnalités, ces timbres ont été réimprimés en même temps que ceux de l'émission de 1849-50 et de la Présidence, dont nous allons parler.

## L.-N. Bonaparte remplace ''la Liberté''

Dès 1851, Louis-Napoléon Bonaparte étant président de la République fait substituer son effigie à la tête de Cérès. Les mots Répub. franç. existent toujours. Deux valeurs seules furent émises, un 10 cent. bistre et un 25 cent. bleu.




*L.N. Bonaparte*
*République française 1851*



*Facteur du Second Empire.*

Ayant ainsi manfesté son désir de s'imposer comme un monarque, il ne restera plus qu'à remplacer République française par Empire français, ce qui sera fait dès 1853 (2).

On change donc les timbres au fur et à mesure de leur épuisement, ce qui ne manquera pas de ravir les futurs collectionneurs.

Le 20-25 mai 1854, une loi modifie la taxe et déclare que désormais le port est obligatoire.

Les valeurs suivantes ont paru dans ce troisième modèle : 1 cent. olive ; 5 cent. vert ; 10 cent. bistre ; 20 cent. bleu (supprimé le 25 mai 1854) ; 40 cent. vermillon ; 80 cent. carmin ; 1 F carmin (supprimé le 25 mai 1854).

En 1862 les feuilles de timbres sont perforées à l'aide de machines spéciales, système utilisé en Angleterre depuis dix ans déjà grâce à M. Archer.

Jusqu'en 1862, on découpait les timbres, soit à l'aide de ciseaux, soit au moyen de roulettes comme celles qu'on emploie pour découper les patrons de modes.

Les négociants, à Paris, portaient leurs feuilles de timbres chez un papetier, M. Susse, établi place de la Bourse, qui les perforait moyennant une légère rétribution. Sa machine faisait de gros trous (sept sur deux centimètres) ; les piqûres faites par le gouvernement sont plus fines (treize trous et demi sur la même longueur).

Puis les timbres sont regravés, et la tête de l'empereur est laurée (allusion sans doute aux Césars de la décadence).




## La Troisième République récupère Cérès

En 1870, après la chute de l'Empire, pendant la guerre on utilisa en partie les timbres existants mais on imprima, avec les anciennes planches de 1849 les anciens Cérès, sans toutefois abandonner complètement l'effigie de l'empereur, qui permit de combler la pénurie de vignettes. Paris étant investi, le matériel de fabrication ne pouvait plus servir.

Le gouvernement de Tours s'adresse à la monnaie de Bordeaux. On fait dessiner sur pierre lithographique des vignettes en prenant pour modèle la tête de Cérès, et, comme le 20 cent. bleu est le plus employé, on en fait faire par quatre artistes, ce qui amène quatre types différents. Les feuilles lithographiées ne furent pas perforées ; aussi on en trouve percées en lignes au moyen de roulette.

Ces timbres, connus sous le nom de l'émission de Bordeaux, furent tirées pendant cinq mois ; on cessa fin février 1871, et le 12 août de la même année, malgré des offres très tentantes de marchands de timbres, les matrices et le stock restant furent détruits.

Il fut imprimé 123 millions de figurines lors de cette émission.

Pour correspondre avec la province, Paris lançait des ballons et des pigeons voyageurs. Les ballons emportaient des ballots de lettres ; les pigeons, des pellicules de la grandeur d'une carte de visite, sur laquelle, au moyen de la photographie, on logeait de douze à quinze cents dépêches. A l'arrivée, cette pellicule était mise dans un appareil d'agrandissement qui projetait les dépêches sur un écran, où on pouvait alors les lire couramment. C'est grâce à un photographe parisien, M. Dagron, que ce procédé donna de bons résultats.

Dans l'Est, à mesure que les Prussiens avançaient, ils confisquaient à leur profit le service des postes. L'administration postale de l'Allemagne du Nord fit imprimer à la hâte une émission qui comprit sept valeurs, c'est l'émission dite d'Alsace-Lorraine (3).

Pendant la Commune, à Paris, devant la carence de l'administration des postes, certains négociants créèrent des postes particulières, des offices. Un seul eut des timbres, M. Lorin. Il allait lui-même mettre les lettres à Saint-Denis.

La guerre terminée, en septembre 1871, on se servit encore des planches de 1849, et on refit une série comprenant toutes les valeurs de l'émission de Bordeaux. Mais, de 1872 à 1876, certaines valeurs furent modifiées.

En 1873, le 10 cent. est tiré en bistre sur papier rose avec petits chiffres ; en 1874, il paraît avec gros chiffre, en même temps que le 15 cent. jaune bistre.

C'est en 1876 qu'arriva l'erreur qui fit que des timbres de 15 cent. parurent en bistre sur rose. Les feuilles de timbres comprennent cent cinquante vignettes. Ce sont des blocs qu'on serre les uns à côté des autres, dans des formes appropriées. En 1876, on glissa par erreur un bloc de 15 cent. au milieu d'une feuille de 10 cent., et on effectua le tirage sans s'en apercevoir.

Sitôt que l'erreur fut connue, tous les collectionneurs, surtout les marchands, se précipitèrent dans les bureaux de postes ; mais l'administration fit reprendre toutes ces feuilles et détruisit tous les 15 cent. ayant cette erreur d'impression. Ce qui fait que ce timbre est rare aujourd'hui. Il est coté neuf 22 500 F. (1)













*Les 3 projets de J.A. Sage au concours de 1875.*

## Paix et commerce

Le 5 juillet 1875, à la suite d'un concours on adopta le groupe allégorique Paix et commerce appelé également Type Sage du nom de son auteur.

Le concours stipulait que "le nouveau timbre poste, dans la composition duquel doivent figurer les mots : Poste et République française, comporterait soit une, soit plusieurs figures, soit une ou plusieurs têtes emblématiques ; ces figures ou ces têtes pouvant être empruntées à la personnification de la France, du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, de la loi, de la justice, des arts, etc., mais ne devant pas avoir de caractère politique".

Toutefois, ce timbre censé symboliser le commerce et la paix s'unissant pour régner sur le monde, ne fut pas du goût de tous. Deux hommes, Mesureur, rapporteur du budget des postes et télégraphes et Roger Marx,



*Le facteur de la poste aux lettres, dessin de Gavarni.*

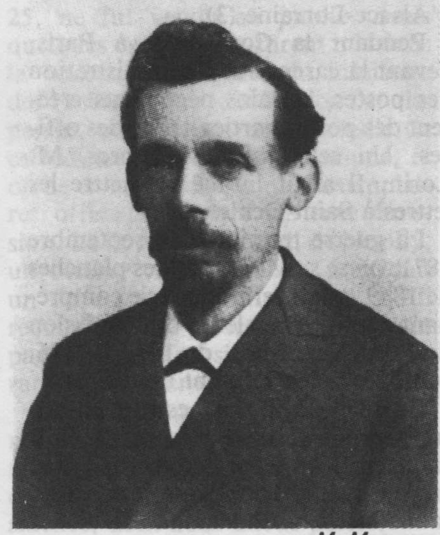
inspecteur des Beaux-Arts décidèrent de faire changer le type en usage.

Le 22 octobre 1892, Roger Marx écrivait dans le *Rapide* ''En sus d'un moyen d'affranchissement, qu'est par lui-même le timbre ? Rien moins qu'une estampe officielle et nationale, qu'une estampe à laquelle on ne saurait dénier la portée esthétique, la valeur documentaire. De l'art il relève par la composition du sujet, par la technique de la gravure ; à l'histoire il appartient comme un témoin révélateur de l'époque, du pays, du régime. Aussi bien, j'imagine, est-ce pour ne point trouver définis l'époque, le pays, le régime sur l'image, que M. Mesureur supplie qu'on y veuille renoncer. Il l'a regardée, et, non sans mal, qu'est-il parvenu à découvrir ? Debout aux côtés d'une mappemonde, les mains se rejoignant sur le globe, une femme




demi-nue élevant un rameau d'olivier, et, pareillement dévêtu, un porteur de caducée.

''M. Mesureur s'est demandé en quoi une telle représentation pouvait exprimer l'idée de la France, de la troisième république, et la conviction s'est imposée à son esprit que ce timbre n'était celui d'aucun temps, d'aucune nation ; que l'Etat méritait un symbole autre que cette rhétorique creuse, un symbole en moins lointain rapport avec le présent et capable de répondre aux interrogations de l'avenir. De là, — selon nos présomptions du moins, — la proposition et le vote du crédit permettant la mise au concours d'un modèle nouveau.''



*M. Mesureur*

Le 9 février 1893, M. Mesureur prononçait, à la tribune de la Chambre, un court discours en faveur de la réforme ; le ministre du commerce prenait l'engagement de s'occuper de la question, et enfin, après de nombreux pourparlers, le 4 février 1894, le Journal Officiel promulguait le règlement du concours.

Aucun genre d'exécution n'était prescrit et toute liberté était laissée aux concurrents pour les dispositions et l'emplacement des trois inscriptions imposées par le programme : Postes, République française et valeur du timbre.

Déposés le 5 mai 1894, les projets furent étudiés par un jury qui prononça le jugement suivant : ''Il a décidé qu'aucun projet n'était susceptible de devenir le timbre national, et que le concours était annulé ; que cinq projets pourtant méritaient une récompense, et il leur a alloué à chacun une somme de 500 F.''

Cette surprenante décision bloqua la situation, il faudra attendre 1944 pour que l'effigie de Marianne rappelle au monde que la France est une République.

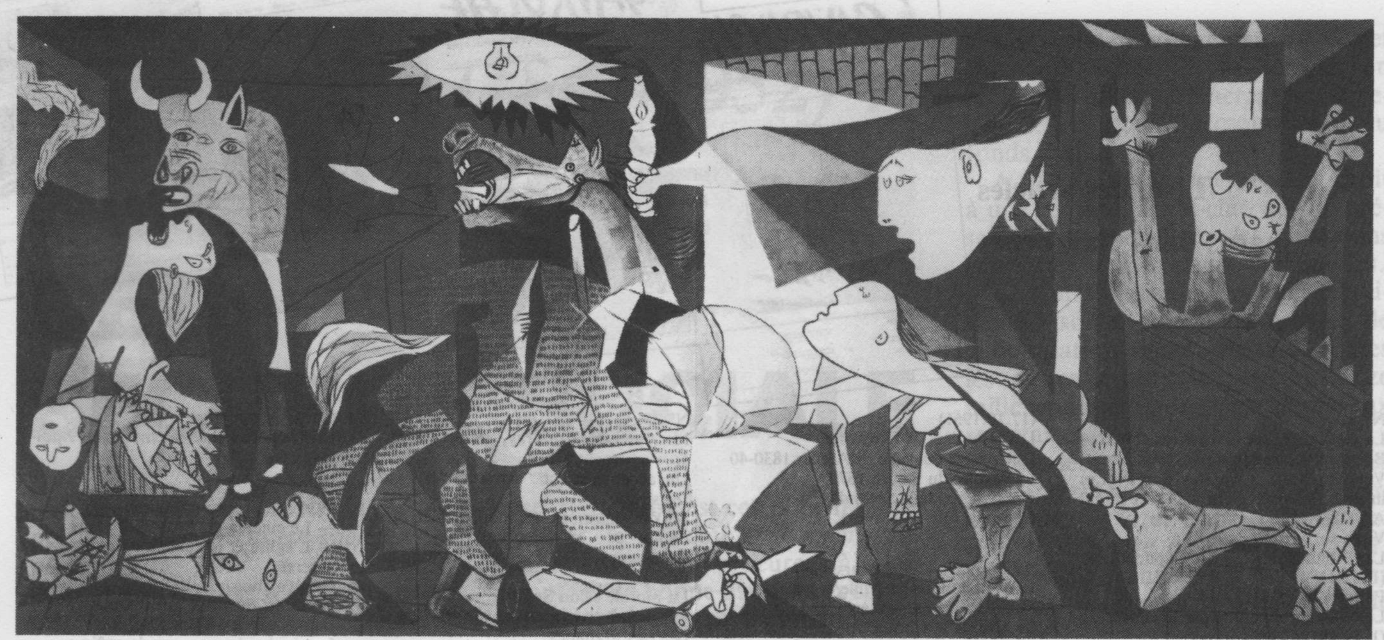
**(D'après les chroniques de l'époque)**

(1) Catalogue Yvert et Tellier 1987.

(2) Le même procédé sera employé quatre-vingt-dix ans plus tard par le maréchal Pétain, dont l'effigie sera gravée sur de nombreux timbres. République française (RF) deviendra Postes françaises sauf sur la série de 1943 émise au profit du Secours national sur laquelle on peut lire en toutes lettres Etat français.

(3) Cette émission fut réimprimée en 1886 à la demande d'un marchand de Hambourg.





*Guernica — huile de Picasso 1937*

*Il y a cinquante ans*

# GUERNICA

En Espagne, début avril 1937, les troupes nationalistes entreprennent une attaque de grande envergure dans la province de Biscaye contre les troupes gouvernementales républicaines, avec comme objectif la ville de Bilbao. L'attaque menée de Vitoria vers Orduna est rendue difficile à travers les massifs montagneux. Elle est appuyée par celle venant de l'est, par Deva vers Durango.

Vers le 25 avril, malgré une défense énergique les villes de Eibar, Ermua, Durango vont tomber. La défense s'effrite, les troupes nationalistes sont à 30 km de Guernica qui se trouve sur la route de Bilbao. C'est le lendemain 26 avril que va se dérouler un des épisodes les plus dramatiques de notre histoire.

Guernica est une jolie petite cité de la province de Biscaye détentrice d'inestimables souvenirs de la tradition basque. C'est dans cette ville que les monarques espagnols et leurs représentants jurent traditionnellement de respecter les droits particuliers de la province basque.

En ce dimanche, jour de marché, la ville est calme malgré le proximité du front. Brusquement, vers 16h30 on entend des avions. Ce sont plusieurs vagues de Heinkel 111 qui surgissent et lâchent leurs chapelets de bombes sans raison militaire sur une population innocente. Pendant trois heures les Heinkel, secondés par les junker 52 vont bombarder et mitrailler dans les rues et jusque dans la campagne les femmes et les enfants qui cherchent à s'enfuir. Le soir, la ville n'est plus qu'un monceau de ruines. On dénombre 1 654 morts et près de 900 blessés.

Les agresseurs sont allemands. Ils font partie de la légion Condor envoyée par Hitler pour aider Franco à combattre les Républicains. Il ne fait aucun doute que cette opération est réalisée pour tester, avions et armes, au mépris de toute humanité.

Le gouvernement basque adresse immédiatement une protestation au monde, dans laquelle elle accuse les aviateurs allemands au service du général Mola, d'être les auteurs de ce carnage.

Le gouvernement de Burgos oppose avec aplomb un démenti formel, affirmant que ce jour-là le mauvais temps avait empêché les opérations aériennes et que Gernica avait été incendiée par les anarchistes avant leur retraite !

Ne devions-nous pas remémorer ces méthodes barbares prélude à d'autres exterminations ?



*Ce qui reste de la jolie ville de Guernica le soir du 26 avril 1937*




# Liste des articles parus dans Gavroche



**Les numéros disponibles peuvent être adressés franco aux conditions suivantes : 1 à 22 : 20 F. Numéros doubles 40 F — à partir du 23 : 25 F numéros doubles : 50 F — Commande et règlement à adresser à Editions Floréal BP 872 27008 Evreux.**

# L'Humanité (1848-1952) : UNE EBAUCHE DE SECURITE SOCIALE

Auguste Lebrun, ouvrier lillois, fut président de la première société coopérative de Lille et de France : l'Humanité (1848) ; il en demeura un membre actif jusqu'à sa dissolution, en 1852.

Le 7 mai 1848, lisons-nous dans le dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français, dix-huit ouvriers fondèrent à Lille, une société coopérative sous le nom d'association pour l'Humanité. Ils versaient une cotisation hebdomadaire de 15 centimes destinée à secourir les plus nécessiteux.

Le nombre des adhérents augmenta rapidement et, dès le 2 juillet, une première réunion plénière put se tenir. Auguste Lebrun fut élu président, Daussy père, vice-président, France, trésorier et Victor Régnier, inspecteur général. Henri Bruneel, publiciste et phalanstérien, prenait la parole aux réunions de l'association.

A la fin de l'année 1848, le groupement ''la Solidarité'' d'inspiration plus politique, se joignit à elle avec sa trentaine de membres dont le tailleur chansonnier et conseiller municipal Célestin Schneider, le brasseur ''rouge'' Dutilleul, Dussautoir, gérant du ''Messager du Nord'', le comptable Paul Pilate qui deviendra le comptable de l'Humanité.

Le 17 décembre 1848, l'Humanité absorbait encore les adhérents de la Société Républicaine, parmi lesquels quelques-uns des chefs démocrates du Nord comme Bianchi, rédacteur en chef du ''Messager du Nord'', Martinache, médecin militaire, Ravet-Anceau confiseur saint-simonien, Dewarliez, cabaretier, Delmar, ouvrier corroyeur.

L'Humanité connut alors son plus grand essor. Le nombre de ses membres passa de 850 en 1849 à près de 1 200 en 1850. Elle recrutait surtout parmi les ouvriers filtiers et fileurs et parmi les artisans notamment les cordonniers.

Les règlements, approuvés le 25 décembre, exprimaient clairement les buts de l'association : ''le but que l'association de l'Humanité se propose d'atteindre est certes bien digne d'attirer le concours des gens de bien ; en effet, procurer à bon compte et en bonne qualité aux sociétaires les objets de consommation, les vêtements et le chauffage, leur procurer également à bon prix un logement commode et bien aéré, les secourir eux et leurs familles dans leurs besoins et maladies, ou dans les malheurs imprévus qui pourraient les atteindre, les mettre à même de trouver constamment du travail, assurer une retraite à la vieillesse, arriver tous ensemble à une aisance réelle, faire que la vie s'écoule entre un travail attrayant et le bien-être que procurent les plaisirs de la fraternité et de la famille, enfin, donner un avenir certain et exempt d'inquiétudes aux associés et surtout à leurs enfants. Qui pourrait repousser un pareil programme d'amélioration et ne pas désirer travailler de toutes ses forces à le réaliser ?''.

L'Humanité organisa d'abord une boulangerie coopérative, puis une boucherie. Elle eut finalement quatre boucheries dont une à Wazemmes et une à La Madeleine. Elle se mit en relation avec de nombreuses boulangeries, posséda des services médicaux, des services de secours, de cuisine, de chauffage.

Elle prit à bail plusieurs maisons. Elle était dirigée par une Commission générale, élue chaque année et qui se réunissait tous les mois pour écouter les rapports de chacun des secrétaires des six sous-commissions (subsistance, habillement, comptabilité, travail, secours, organisation).

La société était divisée en centaines qui nommaient chacune un centenier.

Chaque centaine se subdivisait en vingtaines qui nommaient chacune un vingtenier.

Les vingteniers avisaient les adhérents des marchés passés par la société avec les commerçants.

Les adhérents achetaient à la société coopérative des bons qui leur permettaient de solder leurs achats chez ces commerçants qui consentaient au total un rabais de 12,5 %.

Les sociétaires gagnaient 10 % net sur leurs achats et la société, en réglant avec les commerçants, percevait 2,5 % pour l'accroissement du fonds social.

A 55 ans, les associés avaient droit à une retraite, après cinq ans de présence à une société, car les cotisations versées étaient en partie capitalisées.

La situation financière était certainement solide puisqu'au moment de la liquidation, en janvier 1852, toutes les dettes ayant été payées, treize mille francs environ firent retour aux sociétaires.

Au début, l'Humanité eut les encouragements du journal *Le Messager du Nord* et l'appui de Bonte-Pollet, le maire de Lille. En 1851, Martinache, connu pour ses opinions avancées, en devint le président et le médecin.

Les autorités se persuadèrent que la coopérative servait de paravent à une société socialiste et que ses réunions étaient doublées par des conciliabules politiques occultes.

Les tracasseries se multiplièrent dès lors. Le 8 juillet 1851, l'associé Gossard fut assigné devant les prud'hommes. Le 9 août, une visite domiciliaire eut lieu au siège social, le 10, le comptable Pilate fut arrêté et on ne le relâcha que le 14.

Le 4 décembre 1851, les démocrates lillois se réunirent au siège de l'Humanité, 9, rue du Priez, pour protester contre le coup d'Etat. La société fut dissoute, Martinache dut s'enfuir et les autorités le firent exécuter en effigie.

Les démocrates de Valenciennes essayèrent d'imiter l'Humanité, en fondant la coopérative ''l'Economique'' qui fut également dissoute après le coup d'Etat mais ils eurent moins de succès auprès des ouvriers.

**Pierre DESCAMPS (*)**

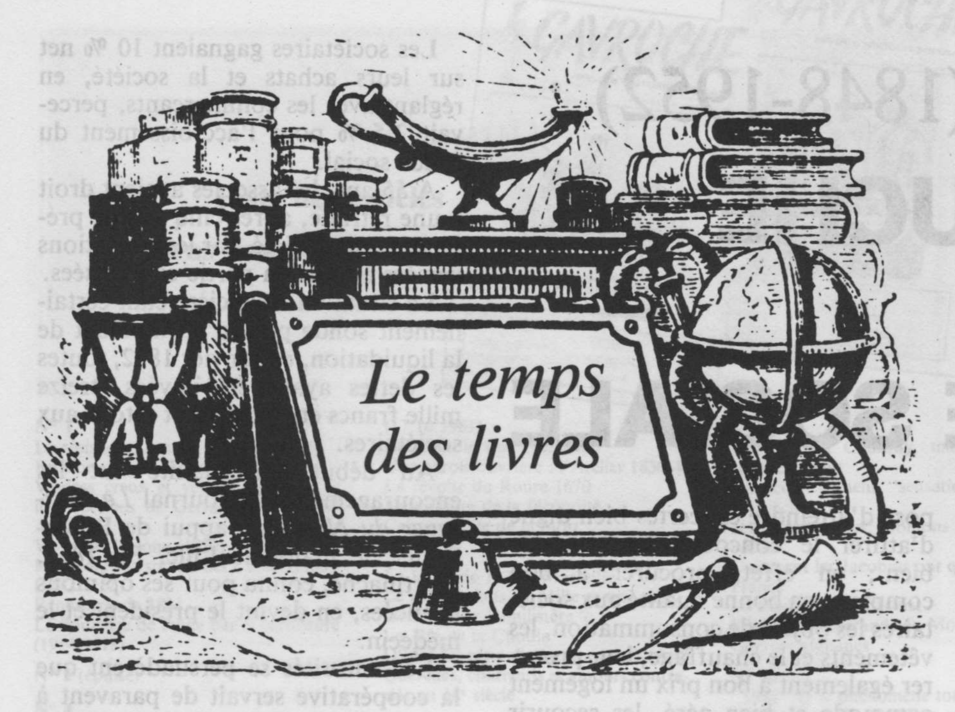
**Bibliographie :**


A.-M. Gossez : *La deuxième République dans le département du Nord* (Lille 1904).

Assoignon : *Lille et le quartier Saint-Sauveur* (Lille 1898).

J. Caumont : *Histoire générale de la coopération en France.*

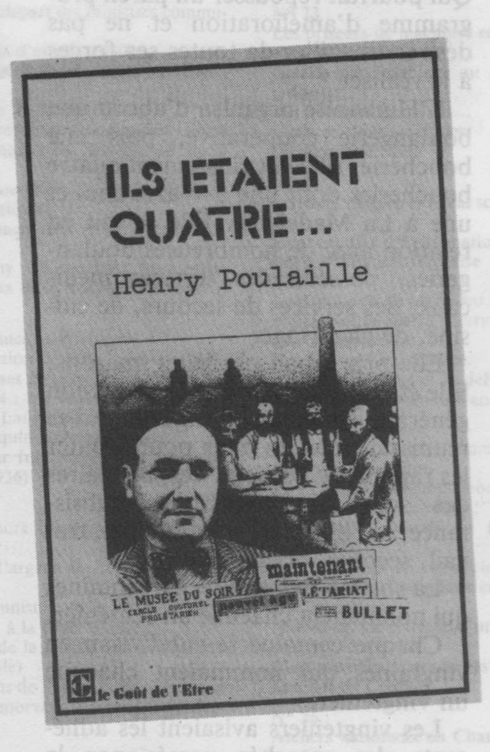

(*) Pierre Descamps est secrétaire du comité régional d'histoire Nord-Pas-de-Calais de la Sécurité sociale, rédacteur en chef de la revue ''Prévoyance sociale''. Cette revue, dont le deuxième numéro vient de sortir est dirigée par le professeur Louis Trénard, historien. (63, rue du Rempart BP 499, 59321 Valenciennes Cedex).




Henri Poulaille est mort dans l'oubli, en 1980. Seuls quelques-uns de ses amis, parmi lesquels Michel Ragon qui, par son érudition et son attachement à une littérature prolétarienne (faite par et pour des travailleurs), peut être considéré comme son fils spirituel, lui rendaient encore visite. A sa mort, les journaux mentionnèrent trop brièvement que venait de s'éteindre, en banlieue parisienne, l'un des plus importants écrivains du 20e siècle.

Mais en cela, ils furent logiques avec ce qu'il avait dénoncé sa vie durant : à savoir que la plupart des écrivains proviennent d'un milieu social aisé, écrivent sur ce milieu, sont lus en priorité, également, par ce milieu, et que ces auteurs prétendent représenter, à eux seuls, l'ensemble de la littérature. Pourtant, affirmait Henri Poulaille, une autre littérature existe. Elle doit pouvoir se faire entendre. Jules Vallès ne se reconnaissait pas parmi ces écrivains "bourgeois", et cependant son œuvre est l'une des plus intéressantes, l'une des plus émouvantes. Ludovic Massé, qui est mort lui aussi dans l'oubli, en 1982, a fourni une œuvre très variée. Et qui connaît, à l'exception d'un public extrêmement restreint qui se perpétue surtout par le "bouche à oreille", les textes de Neel Doff (que Henri Poulaille comparaît à Georges Sand), de Marcel Martinet (dont on trouve parfois un ouvrage, le plus souvent soldé...), de tant d'autres... Panaït Istrati, Eugène Dabit sont, eux, plus connus. Mais pour quelques noms qui sortent de l'anonymat, combien d'autres passés sous silence ?

Il figure pourtant parmi eux des écrivains de grande valeur. Mais la littérature actuelle est une littérature de classe. Dans l'entre-deux guerres, Henri Poulaille s'élevait déjà contre ce caractère par trop évident. Les livres accessibles dans la plupart des bibliothèques, disait-il, sont écrits par des auteurs qui ont très peu de choses à dire. Ils considèrent l'écriture comme un art mais n'accordent à l'art, malheureusement, qu'une fonction esthétique. Ils rédigent des pages sur le seul milieu qui offre, à leurs yeux, un intérêt : le leur. Un milieu d'argent et de pouvoir. Dans le meilleur des cas, leurs textes sont apolitiques. Mais, puisque ce mot n'a pas grande signification, en général leurs textes ne sont que l'apologie du pouvoir en place. Ils ne sauraient donc, décemment, être considérés comme apolitiques...




**Ils étaient quatre**, de Henri Poulaille réédité par *Le Goût de l'Etre* (45 F, franco de port, en écrivant aux éditions *Le Goût de l'Etre*, BP n° 403, 80004 Amien cedex).

La littérature actuelle est une littérature de classe. Henri Poulaille le constatait, mais ceci peut encore être observé de nos jours. Pour plusieurs raisons : parce qu'il faut du temps pour écrire ; parce qu'en rentrant du travail la fatigue est parfois la plus forte ; parce qu'il faut avoir appris à écrire, à écrire correctement, de façon à être lu... Mille difficultés bel et bien réelles. Néanmoins, des hommes, des femmes, au prix de multiples efforts, rédigeaient des textes. Ils décrivaient leurs conditions de travail, les problèmes auxquels ils devaient faire face chaque jour. Ils commentaient leur propre situation, et leurs mots, c'est obligé, s'emplissaient de révolte. Ils ne se disaient pas libertaires, mais c'est cependant au contact de Poulaille que ces hommes, ces femmes, prirent conscience de leur spécificité, de leur place particulière au sein de la littérature. Et Henri Poulaille, lui, n'a jamais caché ses affinités politiques.

Né en 1896, à Paris, il perd ses parents alors qu'il est encore enfant. Pour subsister, il doit travailler... Il conte cette période de sa vie dans son ouvrage qui a eu le plus de succès : *Le pain quotidien* (1). Au fil des années, il noue des amitiés avec les anarchistes. Il en rencontre quelques-uns, qui lui prêtent des livres, qui l'initient aux idées anti-autoritaires. Son père était socialiste révolutionnaire. Il se souvent que chez lui il trouvait parfois un journal contenant un article de Jaurès ou d'un autre militant socialiste.

Il profite de ses heures de liberté pour fouiller dans les bacs des bouquinistes, installés sur les berges de la Seine, à la recherche d'un auteur qu'il n'a pas encore lu. Car très tôt Henri Poulaille est passionné par la littérature. Il découvre, par ce biais, un monde illimité. Mais il a conscience, aussi, de ne pas appartenir au milieu que de nombreux écrivains prennent pour référence. Lui est né dans la classes ouvrière. Il vit dans la classe ouvrière. Et il recherche des ouvrages traitant de ce milieu. Bientôt, il dévore l'œuvre de Jules Vallès. Il lit Léon Cladel, Zola... Mais il s'aperçoit que Zola parle d'une classe sociale qu'il connaît mal.

Lorsque la guerre survient, ses convictions, déjà bien établies, vont se trouver renforcées. Les leaders socialistes, qui prétendent parler au nom du peuple et travailler à son bonheur, ont fait alliance avec la bourgeoisie. Des milliers de jeunes ouvriers ou paysans ont été décimés. En route pour Berlin, prêts à combattre la "barbarie prussienne", ils n'ont combattu que des hommes, semblables à eux, victimes eux aussi de leurs dirigeants. Pour ceux qui reviennent les espoirs d'avant-guerre sont définitivement morts. Henri Poulaille retrace cette expérience dans deux ouvrages (depuis longtemps épuisés) : *Pain de soldat* et *Les Rescapés*. Il défendra maintenant, chaque fois qu'il en aura l'occasion, ses idées antimitaristes et libertaires.

Lorsqu'il est embauché aux éditions Grasset, il ne perd pas de vue les griefs qu'il formulait contre la littérature, reflétant presque exclusivement le mode de vie de la bourgeoisie. Les ouvriers ou les paysans aussi sont capables d'émettre des idées intéressantes, l'expérience qu'ils ont

de la vie peut être riche d'enseignement, en Henri Poulaille va tout mettre en œuvre pour le faire savoir. Il profit de son poste chez Grasset pour aider à la publicitation d'auteurs qui, pour certains, deviendront plus tard célèbres. Giono, Ramuz, et tant d'autres, lui doivent beaucoup. Il met également à profit l'amitié qui le lie à Georges Valois (un personnage qui passa allégrement de l'extrême gauche à l'extrême droite, tout en ne cessant de promouvoir une idée de la littérature relativement comparable à celle que se faisait Henri Poulaille...) pour publier plusieurs revues consacrées à la littérature prolétarienne.

L'idée de littérature prolétarienne était lancée. Elle s'opposait à la littérature "populiste", dont le chef de file était Léon Lemonnier, et au courant qui se développait autour de la revue "Monde" de Barbusse. La littérature "populiste", selon Lemonnier, prenait pour thème principal le peuple. Mais elle pouvait avoir été écrite par des auteurs vivant en dehors du peuple, et ne connaissant donc qu'imparfaitement ses conditions d'existence. C'était d'ailleurs le cas, et elle ne se distinguait guère de la littérature "bourgeoise", puisque le peuple y était toujours représenté aussi peu favorablement. Henri Poulaille s'insurgea immédiatement contre cette "école", soit-disant nouvelle, en démontrant que la littérature comptait depuis toujours des auteurs dits "populistes". Il eut plus de difficultés, par contre, avec les écrivains réunis autour de la revue "Monde". Barbusse, qui dirigeait cette revue, tenait à en faire une revue communiste. Communiste orthodoxe s'entend. Pourtant, il fut ennuyé par les responsables communistes, qui lui reprochaient d'ouvrir cette revue à des auteurs qui se montraient critiques avec leur ligne de conduite. Henri Poulaille, qui collaborait à "Monde", quitta cette tribune.

Dès lors cohabitèrent l'école prolétarienne, dont le chef de file était Henri Poulaille, et qui regroupait des écrivains plus ou moins proches de l'idéologie libertaire, et les écrivains réunis au sein de l'AEAR (Association des écrivains et artistes révolutionnaires), une émanation du Parti communiste (après la disparition de "Monde").

Entre les deux guerres, l'école prolétarienne eut une réelle importance dans l'évolution de la littérature, en France. Son rôle est aujourd'hui méconnu (malgré la réédition d'un ouvrage essentiel, il y a peu de temps : *Nouvel âge littéraire* (2), un livre dans lequel Henri Poulaille expose sa conception de la littérature. Elle fait partie de ce courant d'idée qui s'est développé en amont du Front populaire, ne réussissant pas, pourtant, ou très peu, à influer dans un sens libertaire sur les événements. Elle se borna à un rôle critique.

La guerre eut raison de l'école prolétarienne. Après la libération, Henri Poulaille tenta de lui redonner un second souffle, mais l'époque n'était plus la même...

Henri Poulaille rédigea de nouveaux ouvrages. Son érudition était reconnue par tous. Sa bibliographie est considérable et, parallèlement, aborde des sujets totalement différents les uns des autres. Il écrivit sur Corneille (Henri Poulaille accusait Molière d'avoir repris à son profit des textes de Corneille), comme il écrivit sur la tradition des "Noëls anciens". Autodidacte, il n'oubliait pas de se faire le défenseur des nouvelles techniques de communication. Il rédigea, par exemple, un ouvrage consacré à Charles Chaplin qui, par son talent, avait su porter le rire — et la révolte — aux quatre coins du monde. Il signa un autre ouvrage consacré au "disque à l'école"...

Son érudition, à la fois étonnante et moins exceptionnelle qu'il ne paraît chez un autodidacte, lui a fourni matière à construire une œuvre dense et variée. Par sa démarche, Henri Poulaille est certainement l'un des écrivains qui ont le plus marqué la littérature française du 20e siècle.

Son premier roman, *Ils étaient quatre* paraît en 1925. le rythme de l'histoire est très rapide... Quatre soldats se perdent dans des grottes, en Franche-Comté. Ils tentent tout ce qui est en leur pouvoir pour survivre. "Le roman de la peur", a écrit Michel Ragon.

Avec ce roman, Henri Poulaille faisait pour la première fois la preuve de son talent.

**Thierry Maricourt**

(1) *Le Pain quotidien* a été récemment réédité par les éditions Grasset, collection "Cahiers rouges"

(2) *Nouvel âge littéraire* a été réédité, en 1986, par Plein Chant, 16120 Bassac.

# Revues

## NOUS AVONS REÇU

**Plein Chant** n° 32. Portraits et autres.

Parmi les poèmes, gravures et chroniques un article de Charles Yriarte sur Jean Journet dit l'apôtre Journet, personnage singulier dont la rencontre avec Fourier va enflammer l'imagination. Il explorera le pays, prêchant de ville en ville la *bonne nouvelle*. Utopiste un peu fou comme le montre une belle gravure méconnue de l'*Apotre* illustrant cet article.

126 p. 42 F.

*Plein Chant* — Bassac

16120 Chateauneuf-sur-Charente




**Elan** revue poétique littéraire et pacifiste, animée par Louis Lippens 31, rue Foch 59126 Linselles.

Louis Lippens édite également des séries de cartes postales pacifistes appelées "Cartopaix".

Voici la *dernière née* pour 1987 due au crayon de Jacques Lardie : carte Cartopaix représentant une enfant.

**Les Alpes de lumières** n° 94

Les habitants de l'Ubaye. Récit de la transformation d'une vallée par Danielle Musset.

Habitat ubayen par Jean Maurel.

21 × 15 ill. 64 p. 40 F.

*Alpes de lumières* Salagon, Masse 04300 Forcalquier.

**Union pacifiste** n° 234, août-sept. 1987. 14 F.

Dans la rubrique Rétrovision, "Le 6 février 1934" par Emile Véran.

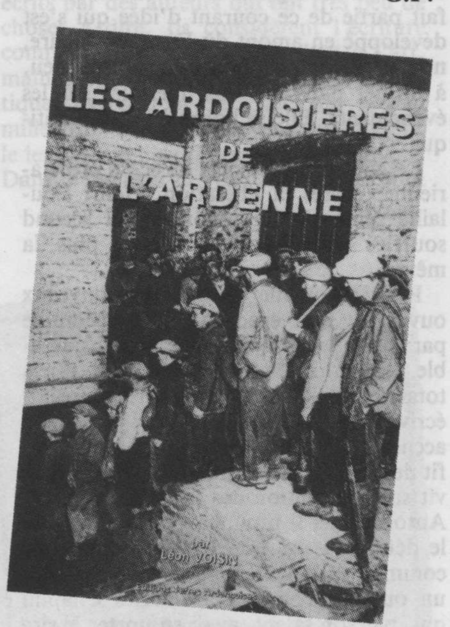
**Les Ardoisières de l'Ardennes** par Léon Voisin

Les éditions *Terres Ardennaises* nous ont habitué à la publication d'ouvrages de qualité. Celui-ci, sous la plume de Léon Voisin, *donne un aperçu d'ensemble basé sur la connaissance scientifique des gisements belges et français sans pour autant méconnaître l'évolution de siècle en siècle*. Si, modestement, l'auteur demande au lecteur de lui pardonner les lacunes, il faut lui accorder que les sujets traités l'ont été avec une grande précision. Deux parties, une qui traite des techniques et de leur évolution, et une seconde, aussi importante, qui narre l'histoire des fosses ardennaises et des hommes qui les ont exploitées.

Agrémenté de photos et de nombreux schémas et cartes, cet ouvrage sérieux comporte bibliographie et index des noms de lieux.

31 × 22 sous cartonnage, 256 p., 250 F. Editions *Terres Ardennaises*, 21, rue Hachette 08000 Charleville-Mézières.

**G.P.**




**Terres ardennaises**

N° 19 juin 1987 — 28 F.

Au sommaire quelques titres :

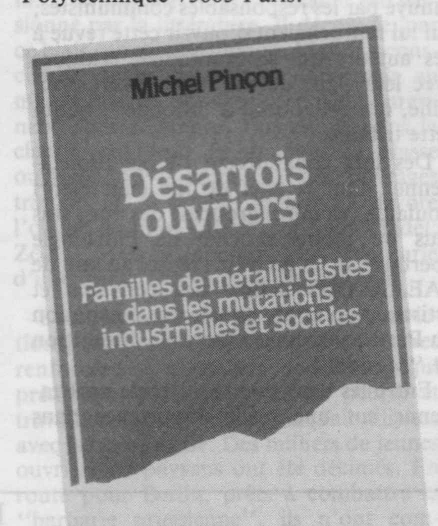
— Le curé Meslier
— Le pays d'Yvois
— de Cendron au Vieux Gaucher : quand beutiers et forgerons animaient les rives de la Wartoise.
— Trains de la forge, trains de la Semoy
— Un procès en sorcellerie à la Roche en Ardenne en 1645
— Métier : barragiste
— L'artisan sabotier en thierarche ardennaise.

**Désarrois ouvriers.**
**Familles de métallurgistes dans les mutations industrielles et sociales** par Michel Pinçon

Que devient l'existence quotidienne des familles ouvrières confrontées à la désindustrialisation et aux mutations technologiques ? Quel peut être le rapport au passé et à l'avenir de travailleurs dont les conditions de vie sont ainsi bouleversées ? L'exemple de Nouzonville, dans la partie ardennaise de la vallée de la Meuse, est riche d'enseignements. On y travaille le fer depuis des siècles. On retrouve la trace de familles actuelles, ouvrières ou patronales, jusque sous le règle d'Henri IV. L'enracinement dans les traditions professionnelles et les traditions locales peut-il survivre à la déqualification et à la fermeture des entreprises ? N'assiste-t-on pas, au-delà de la disparition des métiers et dela raréfaction des emplois, à la dilution de l'identité même d'une région et de ceux qui y vivent ?

21 × 14 BR illustré, 184 p. 95 F.

*L'Harmattan* 7, rue de l'Ecole-Polytechnique 75005 Paris.




**Le Cigare et les fourmis**
**Aperçu sur l'histoire des ouvrières vaudoises. L'exemple de Vevey et Nyon.**

Le cigare c'est l'exemple de l'industrie vaudoise, moins connu que le chocolat. On y découvre également dans leurs aspects concrets les diverses activités des fabriques de Vevey et Nyon : cartonnage, farine lactée et lait condensé, pâtes allumettes etc.

Les fourmis sont bien sûr les ouvrières dont les témoignages constituent le cœur de ce livre.

### Annonce

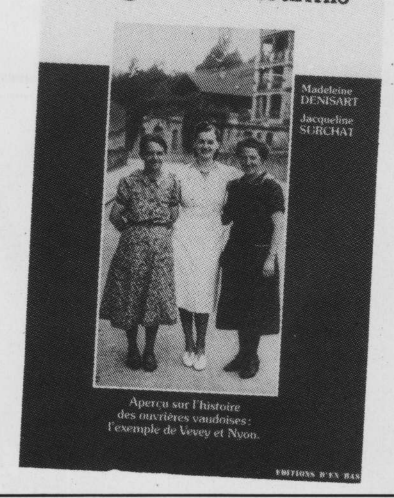
Dans le cadre d'une recherche sur les fondements du droit à l'habitat, je souhaiterais consulter tout document (tracts, brochures, journaux, articles, etc.) se rapportant :

— aux associations de locataires (période 1890-1940)
— à la Fédération nationale des Associations de Défense de la propriété familiale (accédants loi Loucheur)
— aux associations populaires de sinistrés (1945-1960)
— aux squattages (1945-1970)
— aux conseils de résidents (1960-1985)
— aux actions menées par les locataires dans les organismes HBM puis HLM (1920-1970)
— aux associations de mal-lotis (1920-1939) et mal-logés (1940-1970).

Tous les documents seronts restitués après consultation et les frais de photocopie et d'envoi remboursés.

Prendre contact avec Louis Houdeville 287, avenue du Prado 13008 Marseille.

Les jeunes auteurs, Jacqueline Surchat et Madeleine Denisart ont rédigé ce livre à partir d'une recherche dans le cadre de leurs études à l'Ecole sociale de Lausanne : *"Nous avons voulu faire parler le silence de ces vies soigneusement tuées et oubliées."*
24 × 16 illustré 167 p. 89 F
Distribué en France par *Distique* 17, rue Hoche 92240 Malakoff.




## EXPOSITION NATIONALE

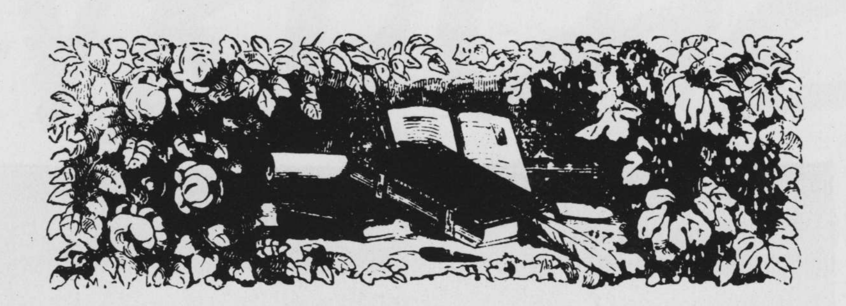
**"1917... La Fayette nous voilà"**

Pour la quatrième année consécutive, le Secrétariat d'Etat aux Anciens Combattants et l'Association pour un musée vivant de la guerre de 1914-1918 présentent au public une exposition consacrée à la Grande Guerre et plus précisément à l'année 1917. L'année 1916 avait été dominée par les opérations militaires et la bataille de Verdun. La suivante se caractérise par une multitude d'événements : la Révolution russe, l'entrée en guerre des Etats-Unis, les crises sociales et politiques, l'arrivée au pouvoir de Clémenceau...

Le choix du titre "La Fayette... nous voilà !", met l'accent sur l'un des événements les plus importants de la guerre : l'intervention des Etats-Unis. 1917 marque l'émergence de la première puissance économique du XX^e^ siècle. L'exposition ne néglige cependant pas les autres événements de cette année 1917, au travers d'une mise en scène évocatrice. Un permissionnaire emmené par un gendarme, suggère les mutineries qui marquèrent plusieurs régiments français, une marchande des quatre saisons vendant des bûches à 10 centimes la livre, rappelle que le froid et les restrictions marquèrent l'hiver 1917.

Dans le cadre de cette exposition, les grands épisodes sont regroupés thématiquement : l'offensive française de l'Aisne et les mutineries, la guerre sous-marine et l'entrée en guerre des USA ; la crise socio-économique ; la Révolution russe ; Caporetto et les opérations militaires britanniques.

Jusqu'au 11 novembre 1987.
Entrée gratuite. Adresse : Fondation Mona Bismarck 34, avenue de New York 75016 Paris
Métro Alma
Horaire : 9h à 18h tous les jours.



# La librairie de Gavroche

Amis lecteurs,

Nous avons besoin, pour des raisons de trésorerie, de réaliser un maximum de ventes sur certains livre qui nous restent en stock, et qui sont en voie d'épuisement. Nous vous les proposons à des conditions particulièrement intéressantes. Merci, pour les nombreuses commandes que nous avons déjà reçues.

**La Révolution culturelle de l'An II**
par S. Bianchi (Editions Aubier)
320 pages, illustré — **45 F.**

**Les Paysans : les républiques villageoises de l'An mil au 19^e^ siècle**
par H. Luxardo (Editions Aubier)
256 pages, illustré — **30 F.**

**Rase Campagne**
La fin des communautés paysannes 1830-1914 par H. Luxardo (Editions Aubier)
256 pages, illustré — **40 F.**

**La Guerre détraquée (1940)**
par Gilles Ragache (Editions Aubier)
256 pages, illustré — **40 F.**

**Contrebandiers du sel**
La vie des faux-sauniers au temps de la gabelle (Editions Aubier)
288 pages, illustré — **50 F.**

**Luttes ouvrières - 16^e^/20^e^ siècle**
ouvrage collectif (Editions Floréal)
160 pages — **20 F.**

**Courrières 1906 : crise ou catastrophe ?**
ouvrage collectif (Editions Floréal)
150 pages — **20 F**

**L'Expédition de Miranda**
par le D^r^ F. Dalencour
Francisco de Miranda et Alexandre Petion, précurseurs du panaméricanisme, pendant la Révolution
326 pages, illustré — **50 F.**

**Le Trafic de piastres**
par Jacques Despuech
Une des causes de la guerre d'Indochine
Un scandale qui coûta cher à la France. (avec documents)
186 pages + 44 planches — **30 F.**

**Le Coup d'Etat du 2 décembre 1851**
par L. Willette (Editions Aubier)
256 pages, illustré — **30 F.**

**Vigiles de l'esprit**
par Alain
264 pages — **20 F.**

**C'est nous les canuts**
par Fernand Rude
Sur l'insurrection lyonnaise de 1831
286 pages — **25 F.**

**Les Grandes Pestes en France**
par Monique Lucenet (Editions Aubier)
288 pages, illustré — **55 F.**

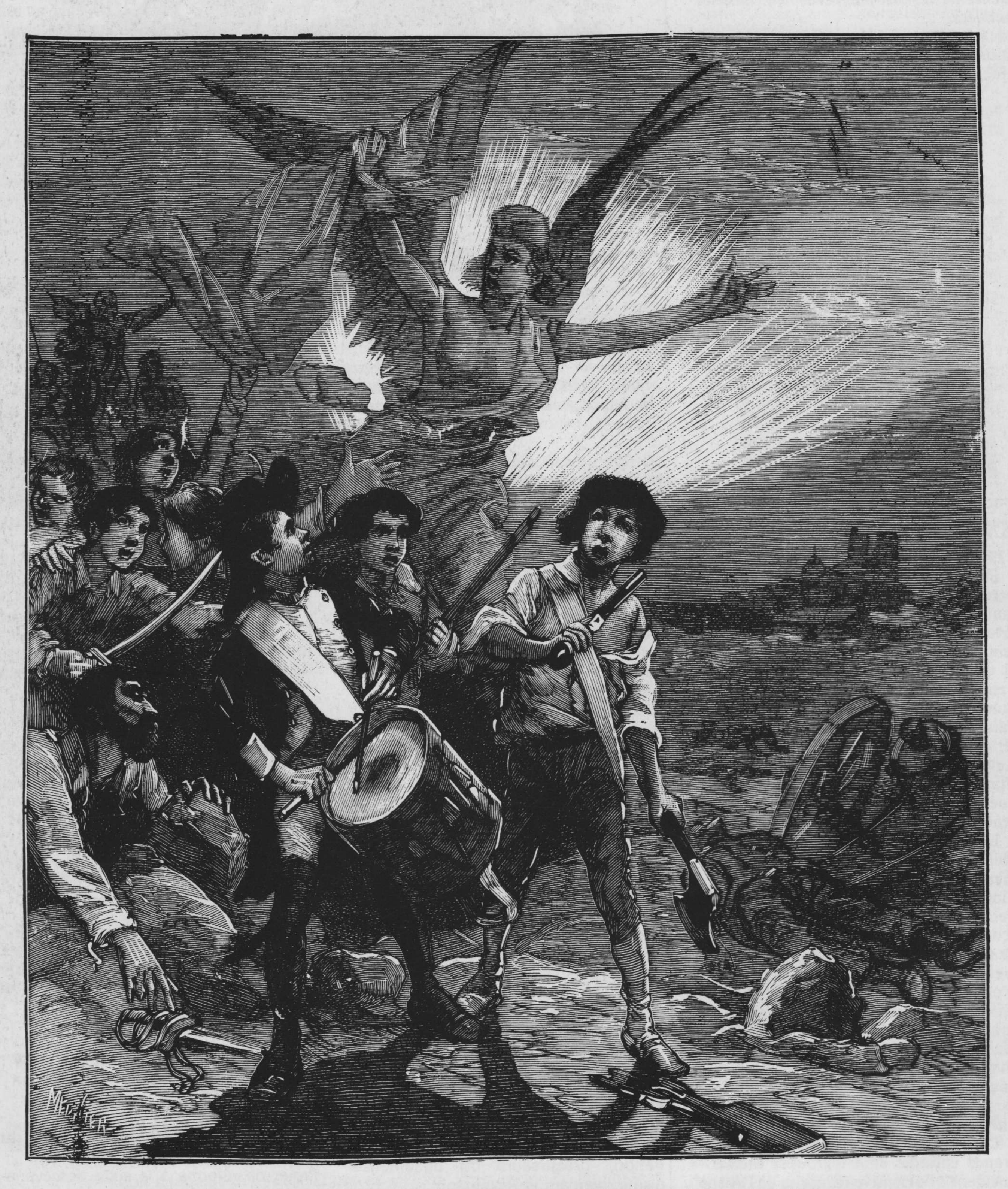
**La Fosse aux filles (roman)**
par Alexandre Kouprine
Les maisons de tolérances en Russie
322 pages — **20 F.**

**Le Roman de la matière**
par Albert Ducrocq
La somme des connaissances humaines qui ont permis de découvrir que la terre et la vie ne pouvaient pas ne pas naître.
302 pages (index) — **30 F**

**N° 10 Revue Esprit octobre 1967 : Nouveau Monde et parole de Dieu.**
704 pages — **20 F.**

**N° 10 octobre 1968 : Le Partage du savoir**
Projet de réforme à la suite des événements de mai-juin.
448 pages — **20 F.**

**Objecteurs, insoumis, déserteurs**
par Michel AUVRAY
L'Histoire des réfractaires en France.
440 pages — **60 F**



**100 ans après l'Ecole de Mars, le thème des enfants défenseurs de la patrie était encore vivace. Comme le prouve cette gravure illustrant un article sur la Marseillaise (la musique populaire décembre 1881).**